

# Le Dernier Verrou

## Introduction

Vous avez compris le mécanisme.

*Le Métier de Berger* vous a montré comment la manipulation fonctionne — pas dans les caves, dans les universités, les fondations, les agences de communication. *L'angle mort* vous a montré le cadre géopolitique qui organise le monde pendant que vous regardez ailleurs.

Deux livres pour nommer le problème.

Maintenant la question que les deux précédents ont esquivée.

*Et alors — on fait quoi ?*

Ce n'est pas une question rhétorique. C'est la seule qui compte. Parce que comprendre sans agir produit exactement le même résultat qu'ignorer — avec la frustration en plus.

La réponse facile serait : changer les dirigeants. Voter pour les bons. Espérer que la prochaine équipe soit différente.

Cette réponse est insuffisante.

Pas parce que les élections ne servent à rien. Mais parce qu'elle repose sur une hypothèse fautive : que nos dirigeants prennent de mauvaises décisions parce qu'ils sont mauvais.

Ils prennent les décisions qu'ils prennent parce qu'ils ont été formés pour les prendre. Pendant des décennies, dans des institutions spécifiques, avec des manuels spécifiques, des réseaux spécifiques. On leur a installé un logiciel. Ce logiciel ne produit que des solutions compatibles avec le système qui l'a créé.

Ce n'est pas de la mauvaise volonté. C'est une limitation structurelle.

Il ne faut donc pas compter sur eux pour trouver les solutions. Non parce qu'ils sont nos ennemis — mais parce qu'ils ne peuvent pas voir ce que leur formation leur a appris à ne pas regarder.

Il y a deux réponses à cela. La première est individuelle et immédiate : s'éduquer, comprendre les mécanismes, transmettre. Une ficelle vue ne manipule plus. C'est la révolution silencieuse — sans coup de fusil, sans permission, accessible à chacun dès aujourd'hui.

La deuxième est collective et structurelle. Et c'est l'objet de ce livre.

Mais avant de répondre, il faut poser le bon cadre. Pas "*comment changer le monde*" — ça, c'est le titre des livres qu'on écrit quand on n'a pas de réponse. La vraie question est plus froide, plus technique, plus inconfortable.

Comment empêcher le prochain gardien de devenir le même monstre ?

Parce que c'est là que tout achoppe. Chaque révolution a renversé un pouvoir pour en installer un autre. Chaque réforme a créé une nouvelle institution qui a fini par être capturée. Chaque constitution rédigée pour protéger les peuples a été retournée contre eux — parfois en quelques décennies, parfois en quelques années.

Le problème n'est pas le berger actuel.

Le problème est structurel.

Un système qui concentre le pouvoir sans en faire payer le prix à celui qui l'exerce fabrique des psychopathes. Pas par malveillance. Par mécanique. L'asymétrie fait le reste — les gains pour le gardien, les pertes pour les autres. Cette asymétrie sélectionne, au fil du temps, exactement le type d'individu qu'on ne devrait jamais laisser aux commandes.

Ce livre n'est pas un manifeste. Ce n'est pas un programme politique. Il ne vous dira pas pour qui voter — la réponse à cette question n'est pas dans ces pages, et vous le savez déjà.

Ce livre est une boîte à outils.

Des mécanismes qui ont fonctionné. Des exemples historiques où le gardien a été tenu en laisse — pas parce qu'il était vertueux, mais parce que le système le rendait *coûteux* de ne pas l'être. Des principes simples, brutaux, efficaces. Et une honnêteté totale sur leurs limites.

Il n'existe pas de solution définitive.

Il existe des systèmes qui rendent la dérive plus difficile — et des sociétés qui ont décidé de les construire.

La question est : est-ce que vous en faites partie ?

# Le libre arbitre — Un muscle, pas un état

Il y a une question qu'on évite soigneusement dans les débats publics.

Pas parce qu'elle est sans réponse. Parce que la réponse est inconfortable.

Sommes-nous vraiment libres ?

---

La réponse facile est oui. Vous votez. Vous choisissez vos achats. Vous décidez de ce que vous lisez, de ce que vous regardez, de ce que vous croyez. Personne ne vous oblige à penser quoi que ce soit.

La réponse honnête est plus complexe.

D'où viennent vos opinions sur l'immigration ? Sur l'économie ? Sur la guerre ? Sur ce qu'il faut manger, comment il faut vivre, ce qu'il faut craindre ? De votre réflexion personnelle, construite à partir de sources variées, recoupées, vérifiées ? Ou de dix ans de médias, de réseaux sociaux, de publicité, d'école — tous orientés par des intérêts que vous ne connaissez pas et que vous n'avez pas choisis ?

Ce n'est pas un reproche. C'est de la mécanique.

Le cerveau humain ne filtre pas les informations en distinguant celles qui viennent de la réflexion et celles qui viennent du conditionnement. Il intègre. Il normalise. Il transforme la répétition en évidence. Ce que vous entendez mille fois devient ce qui vous semble naturel. Ce qui vous semble naturel devient ce que vous choisissez — sans savoir que vous le choisissez parce qu'on vous a préparé à le choisir.

---

Voilà le paradoxe fondamental.

Vous ne pouvez pas choisir librement si vous ne savez pas que vous êtes conditionné.

Mais dès que vous le savez — le conditionnement perd une partie de sa prise. Pas toute. Une partie. La conscience de la cage ne la détruit pas. Mais elle vous permet de voir la porte.

C'est suffisant pour commencer.

---

Le libre arbitre n'est pas un état. Ce n'est pas quelque chose qu'on possède ou qu'on ne possède pas. C'est une capacité — qui s'exerce ou s'atrophie.

Un muscle.

Une société qui décide à votre place — ce que vous mangez, ce que vous regardez, ce que vous pensez être vrai, ce qui mérite votre indignation et ce qui ne le mérite pas — ne vous enlève pas votre libre arbitre. Elle le fait dépérir par manque d'usage. Comme un membre immobilisé pendant des années. La capacité est toujours là, structurellement intacte. Mais elle ne répond plus.

Il faut la rééduquer.

Rééduquer n'est pas le bon mot. Éduquer. Pour la première fois, vraiment.

---

Il y a une confusion profonde et entretenue autour du mot liberté.

On la confond avec le choix. Mais choisir entre Coca et Pepsi n'est pas de la liberté — c'est une illusion de choix dans un cadre fermé. Voter pour le candidat A ou le candidat B quand les deux ont été formés dans les mêmes institutions, financés par les mêmes intérêts, et partagent le même logiciel de gouvernance — ce n'est pas non plus de la liberté. C'est choisir la couleur de vos chaînes.

La liberté réelle commence quand on peut questionner le cadre lui-même. Pas les options qu'il propose. Le cadre.

Et ça, ça s'apprend. Ou plutôt — ça ne s'apprend pas spontanément. Ça se construit, délibérément, contre le courant dominant qui a tout intérêt à ce que vous restiez dans le cadre.

---

On ne peut pas choisir entre des options qu'on ne connaît pas.

C'est la définition exacte de l'angle mort : pas ce qu'on vous cache, mais ce qu'on ne vous a jamais appris à chercher. Un homme qui n'a jamais entendu parler de monnaie alternative ne peut pas choisir de sortir du système bancaire — pas parce qu'il est stupide, mais parce que l'option n'existe pas dans son univers mental. Un citoyen qui n'a jamais entendu une analyse géopolitique qui ne soit pas filtrée par les intérêts occidentaux ne peut pas former une opinion indépendante sur la guerre en Ukraine — pas parce qu'il manque d'intelligence, mais parce que les matériaux de base lui manquent.

La liberté réelle n'est pas l'absence de contraintes. C'est la capacité de voir les contraintes pour ce qu'elles sont — et de décider en connaissance de cause.

---

Le système n'a pas besoin de vous enchaîner.

Il lui suffit de vous convaincre que vous choisissez déjà librement. Que vos opinions sont les vôtres. Que vos préférences sont authentiques. Que vos votes sont souverains. Que le cadre dans lequel vous vivez est naturel, inévitable, et dans votre intérêt.

C'est plus efficace qu'une prison. Et infiniment moins coûteux.

Une prison visible crée des résistances. Une liberté apparente crée de la gratitude.

---

Il n'existe pas de liberté sans éducation réelle.

Pas l'éducation au sens institutionnel — celle qui transmet précisément le logiciel du système, qui apprend à répondre aux questions posées par le cadre, jamais à questionner le cadre lui-même. Mais l'éducation au sens propre : apprendre à penser, pas quoi penser. Apprendre à identifier les sources de ses propres croyances. Apprendre à tolérer l'inconfort de remettre en question ce qu'on croyait acquis.

C'est un travail. Inconfortable. Souvent solitaire. Parfois socialement coûteux — parce que remettre en question le cadre commun, c'est risquer d'être marginalisé par ceux qui y restent.

Mais c'est le seul chemin vers une liberté qui ne soit pas une métaphore.

---

Ce livre parle de structures. De mécanismes institutionnels. De garde-fous constitutionnels.

Mais aucune structure ne fonctionne sans des individus capables de la faire vivre. Le meilleur système de contre-pouvoirs du monde devient inopérant si les citoyens ne comprennent pas pourquoi il existe, ce qu'il protège, et comment l'activer quand il est menacé.

La démocratie n'est pas un produit livré clé en main. C'est une pratique. Elle demande des citoyens qui exercent leur jugement — vraiment, pas formellement.

Et le jugement, comme le libre arbitre, est un muscle.

On ne vous a pas volé votre liberté.

On vous a convaincu de ne pas vous en servir.

---

# La vérité n'est plus censurée. Elle est noyée.

On nous a appris à craindre la censure.

Le livre interdit. La vérité cachée. Le mensonge d'État. Le Ministère de la Vérité d'Orwell — cette institution qui brûle les archives, qui réécrit les journaux, qui efface physiquement ce qui dérange.

Ce modèle existe. Il a existé. Il existe encore dans certains régimes.

Mais ce n'est plus le danger principal dans les démocraties occidentales.

Le danger principal est plus subtil. Et plus efficace.

---

On ne vous ment pas.

C'est important de le comprendre, parce que c'est ce qui rend le mécanisme presque invisible. On ne vous ment pas — on vous présente une réalité incomplète. Soigneusement sélectionnée. Les faits qui servent le cadre dominant, dans l'ordre qui sert le cadre, au moment qui sert le cadre. Ce qui manque n'est pas faux. Il est absent. Et ce qui est absent ne laisse pas de trace dans votre mémoire.

Vous ne pouvez pas contester ce qu'on ne vous a pas dit.

Vous ne pouvez pas chercher ce dont vous ignorez l'existence.

---

La mémoire humaine ne fonctionne pas comme une archive.

Elle ne stocke pas les informations dans des dossiers étiquetés, classés, accessibles sur demande. Elle fonctionne comme de la pâte à modeler. Ce qu'on y ajoute écrase ce qui était là. Ce qu'on y ajoute régulièrement, massivement, émotionnellement — écrase tout le reste.

Les Panama Papers ont duré dix jours dans le débat public. Des milliers de journalistes, des années d'investigation, des preuves d'évasion fiscale à l'échelle de la planète — dix jours. Puis autre chose. Puis autre chose encore. L'indignation collective n'a pas disparu parce qu'on l'a éteinte. Elle a été recouverte.

L'accord entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, négocié à Pékin en mars 2023 — événement diplomatique historique, deux ennemis déclarés qui normalisent leurs relations grâce à une médiation chinoise — a disparu du débat occidental en quarante-huit heures. Pas parce qu'on l'a censuré. Parce qu'on a mis autre chose à la place.

La guerre en Libye. Le coup d'État en Ukraine de 2014. Les promesses faites à Gorbatchev en 1990. La déclassification des archives CIA sur l'Iran de 1953. Tout cela est documenté. Disponible. Accessible en quelques clics.

Et absent de la mémoire collective.

Parce que la mémoire collective ne se construit pas avec ce qui est disponible. Elle se construit avec ce qui est répété.

---

Guy Debord l'avait formulé en 1967 avec une précision qui n'a pas vieilli.

*“Le spectacle n'est pas un ensemble d'images, mais un rapport social entre des personnes médiatisé par des images.”*

Ce n'est pas ce qu'on vous montre qui compte. C'est ce que vous cessez de voir parce qu'on vous montre autre chose. Le spectacle ne cache pas la réalité — il la remplace. Non par une fiction construite, mais par un flux perpétuel qui ne laisse aucun espace à la réflexion, à la mise en perspective, à la construction d'une mémoire cohérente.

Le rythme de l'information n'est pas neutre.

Il est calibré — consciemment ou non, par la mécanique de l'attention et du marché publicitaire — pour que rien ne reste assez longtemps pour qu'on en tire des conclusions durables. Pour que l'indignation d'aujourd'hui efface celle d'hier. Pour que la crise de la semaine prochaine efface celle de cette semaine.

La fatigue de l'indignation n'est pas un effet secondaire du système d'information.

C'est l'un de ses produits principaux.

---

La Novlangue — ce dictionnaire des mots vidés de leur sens — est une première couche.

Liberté. Démocratie. Terrorisme. Légitime défense. Réforme. Stabilité. Ces mots ont été retournés, inversés, vidés, remplis d'un contenu nouveau. Vous croyez parler de la même chose que votre interlocuteur. Vous ne parlez plus de la même chose depuis longtemps.

Mais ce dont il est question ici est l'étape suivante. Plus profonde.

Ce n'est plus seulement le sens des mots qu'on vide. C'est la réalité elle-même qu'on substitue. On ne discute plus du sens des mots. On ne discute plus des faits. On remplace les faits par d'autres faits — plus récents, plus urgents, plus émotionnels. La vérité n'est pas détruite. Elle est noyée.

Jean Baudrillard appelait ça le simulacre : le moment où la représentation d'une chose remplace la chose elle-même dans l'esprit des gens. La carte qui efface le territoire. L'image de la guerre qui remplace la guerre. La couverture médiatique d'un événement qui devient l'événement.

---

Orwell avait imaginé un Ministère de la Vérité qui brûlait les archives physiquement.

C'était en 1948. Il avait raison sur le mécanisme. Tort sur la méthode.

Ils n'ont pas besoin de ministère. Ils n'ont pas besoin de brûler quoi que ce soit. Ils n'ont pas besoin d'agents, de censeurs, de listes noires visibles.

Il suffit de s'assurer que le flux ne s'arrête jamais.

Une vérité qu'on n'a plus le temps de chercher est une vérité qui n'existe plus — pas parce qu'elle a disparu, mais parce qu'elle est devenue inaccessible dans les faits, noyée sous des couches successives d'urgences fabriquées.

---

Ce livre parle de structures institutionnelles. De mécanismes de contrôle du pouvoir.

Mais aucune structure ne résiste si les citoyens qui sont censés la faire vivre n'ont plus la capacité de se souvenir de pourquoi elle existe. Si l'amnésie collective efface non seulement les scandales, mais les principes — pourquoi la séparation des pouvoirs, pourquoi la liberté de la presse, pourquoi les contre-pouvoirs — alors les mécanismes les mieux conçus deviennent des coquilles vides.

La défense de la liberté commence par refuser l'amnésie.

Pas par nostalgie. Par lucidité.

Se souvenir de ce qu'on savait avant le dernier cycle d'information. Résister au remplacement de la réalité par sa version de substitution. Chercher ce qui est absent du cadre plutôt que de choisir entre les options qu'il propose.

Ils n'ont pas besoin de brûler les livres.

Il suffit de s'assurer que personne n'ait le temps de les lire.

La résistance la plus simple — et la plus radicale — est d'en lire un.

---

# La machine à broyer — Pourquoi personne ne réagit

Il y a une question que ce livre doit affronter directement.

Si les mécanismes décrits dans les chapitres précédents sont réels — si le conditionnement est documenté, si la vérité est noyée, si le libre arbitre s’atrophie — pourquoi personne ne réagit ? Pourquoi les citoyens des démocraties les plus éduquées du monde laissent-ils faire ?

La réponse facile est la lâcheté. Ou l’ignorance. Ou la complicité passive.

La réponse honnête est différente.

Les gens ne réagissent pas parce qu’ils n’en ont plus la capacité. Pas par manque d’intelligence. Par manque de temps, d’énergie et de mémoire — les trois ressources que le système, structurellement, confisque en premier.

---

Commençons par le temps.

Boulot, métro, dodo. La formule date des années 1960. Elle décrit une réalité qui n’a pas changé — qui s’est même intensifiée. Un salarié moyen en Europe occidentale consacre entre 40 et 50 heures par semaine à son travail rémunéré. Ajoutez les trajets, les tâches domestiques, les enfants, les obligations administratives. Il reste, en moyenne, quelques heures par jour — dont une grande partie est immédiatement capturée par les écrans.

Bertrand Russell l’avait calculé en 1932 dans *Éloge de l’oisiveté* : si la productivité des machines était redistribuée équitablement, quatre heures de travail par jour suffiraient à maintenir le niveau de vie de l’époque — et laisseraient le reste du temps à chaque individu pour penser, créer, s’organiser, se cultiver.

La réponse implicite du système à ce constat : s'assurer que la productivité des machines ne soit pas redistribuée équitablement.

Ce n'est pas une décision prise en réunion secrète. C'est le résultat naturel d'un système où celui qui possède les machines garde les gains de productivité. Le résultat : les machines ont multiplié par dix la productivité humaine en un siècle. Le temps de travail, lui, n'a presque pas bougé. Où sont allés les gains ? Pas dans le temps libre des travailleurs.

---

David Graeber a poussé l'analyse plus loin.

Dans *Bullshit Jobs*, il documente l'existence de millions d'emplois qui n'ont aucune utilité productive réelle — des postes créés non pas parce qu'ils servent quelque chose, mais parce qu'ils occupent des gens. Des coordinateurs qui coordonnent des coordinateurs. Des managers qui gèrent des managers. Des consultants qui conseillent des consultants.

Graeber pose la question que personne ne pose officiellement : pourquoi ? Pourquoi maintenir des gens occupés à des tâches inutiles plutôt que de les libérer ?

La réponse qu'il propose est inconfortable : un peuple qui ne travaille pas assez est un peuple qui a le temps de se demander pourquoi les choses sont comme elles sont. L'oisiveté — au sens de Russell, pas au sens de la paresse — est une menace pour l'ordre établi. Un homme qui travaille dix heures par jour et rentre épuisé n'a pas d'énergie pour la politique, pour la philosophie, pour l'organisation collective.

Il a de l'énergie pour la télévision. Pour les réseaux sociaux. Pour consommer.

---

La dette amplifie tout cela d'un facteur décisif.

Le crédit à la consommation, le prêt immobilier, le leasing — tous ces instruments financiers ont une fonction économique visible. Ils ont aussi une fonction sociale moins commentée : ils attachent les gens à leur situation.

Vous ne pouvez pas quitter votre employeur si vous avez un prêt immobilier sur vingt ans. Vous ne pouvez pas prendre le risque de penser autrement — de vous syndiquer, de dénoncer, de refuser — si penser autrement coûte votre emploi et que votre emploi paye votre crédit. Vous ne pouvez pas vous organiser si chaque heure non travaillée menace l'équilibre précaire du mois.

La dette n'est pas seulement un outil financier. C'est un mécanisme de fixation.

Elle transforme des citoyens potentiellement libres en débiteurs structurellement captifs. Pas par contrainte visible. Par le calcul rationnel de gens qui ont trop à perdre pour risquer quoi que ce soit.

---

Il n'y a pas de complot derrière tout cela.

C'est important de le répéter, parce que l'accusation de conspirationnisme est le premier outil utilisé pour discréditer cette analyse. Le banquier ne pense pas à broyer les peuples — il pense à son rendement trimestriel. Le législateur ne pense pas à maintenir les gens dans la servitude — il pense à sa réélection. Le patron ne pense pas à empêcher ses employés de lire — il pense à sa productivité. Le publicitaire ne pense pas à vider les cerveaux — il pense à capter l'attention.

Chacun agit rationnellement dans son propre intérêt immédiat.

L'ensemble produit, systématiquement, le même résultat : des gens épuisés, endettés, privés de temps, noyés dans le flux, incapables de se souvenir d'hier et sans énergie pour penser à demain.

La machine à broyer ne nécessite pas de méchants.

Elle nécessite des rouages qui tournent chacun dans leur sens.

Et c'est précisément ce qui la rend si solide. Un complot a des failles — les conspirateurs se trahissent, les archives fuient, les lanceurs d'alerte parlent. Un système n'a pas de failles. Il a des règles. Et les règles s'appliquent à tout le monde, y compris à ceux qui voudraient les changer.

---

Le burnout n'est pas un accident.

C'est la production normale d'une machine conçue pour extraire jusqu'à ce qu'il n'y ait plus rien à extraire. Quand un individu s'effondre, le système ne se remet pas en question — il prescrit un arrêt maladie, éventuellement un antidépresseur, et attend que la machine humaine soit de nouveau opérationnelle.

Ce livre ne parle pas de santé. D'autres le feront mieux. Mais il serait malhonnête de parler de liberté, de contre-pouvoirs et de résistance citoyenne sans nommer l'obstacle premier : des gens qui n'ont plus les ressources pour exercer leur citoyenneté.

---

Productivité × 10 — temps de travail quasi inchangé

Productivité × 10 — temps de travail quasi inchangé

Alors que fait-on ?

La réponse structurelle — les mécanismes institutionnels, les contre-pouvoirs, les garde-fous — est l'objet des chapitres suivants.

Mais avant les structures collectives, il y a un préalable individuel.

Reprendre son temps. Sortir de la dette. Refuser que l'urgence permanente soit votre état normal. Comprendre que le repos n'est pas de la paresse — c'est la condition de la pensée. Que le désendettement n'est pas de la privation — c'est la condition de la liberté.

Ce n'est pas du luxe.

C'est le préalable à tout le reste.

Un citoyen épuisé et endetté ne peut pas exercer sa liberté — même si tous les droits formels sont garantis. La liberté réelle n'est pas seulement une question de droit. C'est une question de ressources : temps, énergie, mémoire, capacité d'attention.

Ces ressources se reprennent.

Une par une. Délibérément. Contre le courant.

---

# La capture des médias — Le quatrième pouvoir vendu

Il y avait une théorie.

La démocratie reposait sur quatre pouvoirs : l'exécutif, le législatif, le judiciaire — et la presse. Le quatrième pouvoir était censé surveiller les trois autres. Les exposer. Les obliger à rendre des comptes. Rendre le pouvoir visible à ceux sur qui il s'exerce.

La théorie était juste.

Le problème est que le quatrième pouvoir a été acheté.

---

## La concentration

---

En France, neuf milliardaires contrôlent la quasi-totalité des grands médias nationaux.

Ce n'est pas une exagération. C'est un état des lieux documenté.

Vincent Bolloré : CNews, Europe 1, JDD, Le Journal du Dimanche, une partie du pôle Canal+. Patrick Drahi : BFMTV, RMC, L'Express, Libération. Bernard Arnault : Les Échos, Le Parisien, Radio Classique. François Pinault : Le Point. Xavier Niel : Le Monde, L'Obs, Télérama, Courrier International, HuffPost France. Rodolphe Saadé : La Provence, La Tribune.

Ces hommes ne sont pas des éditeurs. Ce sont des industriels dont les entreprises dépendent des marchés publics, des autorisations réglementaires, des décisions fiscales et des politiques commerciales des gouvernements qu'ils sont censés surveiller.

Ils ont acheté les médias. Pas pour faire de l'information. Pour faire de l'influence.

La différence n'est pas de détail. Un éditeur qui vit de l'information a un intérêt économique à la vérité — si son journal publie des mensonges, il perd des lecteurs et des annonceurs. Un industriel qui vit de contrats d'État a un intérêt économique à la complaisance.

---

Concentration des médias — France 2025

Concentration des médias — France 2025

## Le modèle publicitaire

---

Même sans milliardaire au capital, la presse a une autre contrainte structurelle que personne ne présente comme telle.

La majorité des médias gratuits — télévisions, radios, sites d'information — vivent de la publicité. La publicité est achetée par des entreprises. Ces entreprises n'achètent pas des emplacements dans des médias qui les critiquent.

Ce mécanisme ne nécessite pas d'appel téléphonique. Il n'y a pas de censure explicite. Il n'y a pas de liste noire envoyée aux rédactions. Il y a simplement un signal économique permanent : les formats qui attirent des annonceurs survivent, les autres meurent.

Un long reportage sur les pratiques fiscales d'un grand groupe ne génère pas d'abonnements publicitaires du dit groupe. Une émission de divertissement léger en génère beaucoup. Le tri se fait naturellement — par la comptabilité, pas par la censure.

Résultat : les sujets économiquement neutres — les conflits lointains, les célébrités, le sport, les faits divers — occupent l'espace. Les sujets économiquement coûteux — la capture réglementaire, les conflits d'intérêts, la fraude fiscale à grande échelle — sont sous-traités, quand ils ne sont pas absents.

---

## La porte tournante

---

Il y a une troisième contrainte, plus visible, moins commentée.

Les journalistes politiques travaillent avec les politiciens. Ils ont besoin d'accès. L'accès — l'interview exclusive, la fuite organisée, le briefing officieux — est la monnaie d'échange de la profession. Un journaliste qui publie une investigation gênante perd ses sources. Il devient moins utile à sa rédaction. Il avance moins vite.

Le résultat est une forme de clientélisme informel. Pas de la corruption. Quelque chose de plus subtil et de plus solide : une dépendance mutuelle qui aligne les intérêts du journaliste avec ceux de ses sources.

Les énarques deviennent directeurs de communication. Les anciens ministres deviennent chroniqueurs. Les journalistes vedettes obtiennent des postes dans les cabinets. La porosité est totale — et elle n'est jamais présentée comme un problème structurel, parce que ceux qui devraient la critiquer en bénéficient.

---

## Ce qui reste

---

Ce serait une erreur de conclure qu'il n'existe plus de journalisme indépendant.

Il existe. Il est minoritaire, sous-financé, et souvent inconnu du grand public — précisément parce que les grandes plateformes de distribution appartiennent aux mêmes groupes.

*Mediapart* a financé ses enquêtes par abonnement depuis 2008 — et a sorti des affaires (Woerth-Bettencourt, Cahuzac, Takieddine) que la presse mainstream n'aurait pas publiées. *Le Monde Diplomatique* survit depuis 1954 sans publicité. *Investigate Europe*, réseau de journalistes d'investigation transnational, publie des enquêtes coordonnées sur des sujets ignorés par les médias nationaux. *Disclose* et *StreetPress* font de l'investigation en ligne avec des budgets dérisoires.

Ces médias partagent une structure commune : ils dépendent de leurs lecteurs, pas de leurs annonceurs ni de leurs actionnaires.

La dépendance au lecteur crée une contrainte inverse à celle du modèle publicitaire. Pour survivre, il faut être utile à ceux qui paient — c'est-à-dire publier ce que les lecteurs ne trouvent pas ailleurs. Ce qui pousse vers le haut la qualité de l'investigation.

Ce modèle ne produit pas de masse. Il produit de la qualité pour ceux qui la cherchent.

---

## Ce que ça change pour vous

---

La diversification des sources d'information n'est pas un luxe intellectuel.

C'est une hygiène élémentaire — exactement comme on ne boit pas l'eau d'une seule source sans vérifier qu'elle n'est pas contaminée.

Lire un grand journal national sans savoir qui le possède, quels sont ses actionnaires, quels sont ses annonceurs principaux — c'est avaler sans regarder l'étiquette. Ce n'est pas de la paranoïa de vérifier. C'est de la base.

Quelques règles simples :

Identifier les propriétaires de vos sources habituelles. Cette information est publique — elle est rarement mentionnée dans les pages qu'on lit, mais elle est disponible.

Diversifier vers des médias dont le modèle économique repose sur les abonnements — pas la publicité. Imparfaits comme tous les autres, mais avec un alignement d'intérêts différent.

Distinguer les faits des commentaires. La sélection des faits publiés est déjà une forme d'orientation — avant même l'éditorial.

Chercher les angles morts. Quand un sujet fait l'unanimité dans les médias mainstream — même direction, mêmes éléments de langage, mêmes conclusions — c'est précisément le moment de chercher ce que le cadre commun ne dit pas.

Le quatrième pouvoir ne surveille plus les trois autres.

Vous pouvez décider d'en être un, à votre échelle.

---

## Le cycle qui recommence

La question n'est pas nouvelle. Elle a été posée en latin, il y a deux mille ans.

*Quis custodiet ipsos custodes ?*

Qui garde les gardiens ?

Juvénal écrivait pour se moquer des maris jaloux qui confiaient la surveillance de leurs femmes à des esclaves susceptibles de les séduire. Le problème était domestique. La formule était universelle.

Depuis, chaque civilisation a répondu à sa manière. Aucune n'a résolu le problème. Toutes ont cru le résoudre.

---

La Révolution française a renversé un roi. Elle a installé la Terreur. La Terreur a produit Napoléon. Napoléon a produit un empire plus centralisé que la monarchie qu'il avait remplacée. Le cycle a duré quinze ans. La structure de départ s'était reformée — avec de nouveaux noms sur les portes.

La Révolution russe a renversé un tsar. Elle a installé un soviet. Le soviet a produit Lénine. Lénine a produit Staline. Staline a produit un appareil de contrôle que les tsars n'auraient pas osé imaginer. Le cycle a duré soixante-dix ans.

Ce n'est pas une coïncidence. Ce n'est pas une malchance.

C'est une constante.

---

Le problème n'est pas dans les intentions des révolutionnaires. Robespierre était sincère. Lénine était sincère. La sincérité ne change pas la mécanique. Un système conçu pour concentrer le pouvoir dans les mains

d'un groupe — même un groupe vertueux, même un groupe élu — produit toujours le même résultat à terme. Pas parce que les hommes sont mauvais. Parce que l'impunité les transforme.

Il y a un nom technique pour ce phénomène. Les biologistes l'appellent la *sélection par l'environnement*. L'environnement du pouvoir sans contre-pouvoir sélectionne, génération après génération, ceux qui savent l'exploiter sans vergogne. Les scrupuleux abandonnent ou sont éliminés. Les opportunistes restent et prospèrent.

Ce n'est pas une théorie du complot. C'est de la biologie appliquée à la politique.

---

Les constitutions ont essayé de résoudre le problème par le texte.

L'idée était juste : écrire les règles à l'avance, les rendre contraignantes, les soustraire aux caprices des individus. La Constitution américaine de 1787 est l'exemple le plus abouti de cette tentative. Séparation des pouvoirs. Système de freins et contrepoids. Amendements impossibles à modifier sans consensus large.

Deux siècles plus tard : le Congrès légifère sur des milliers de pages que personne ne lit. La Cour Suprême est nommée par le président qu'elle est censée contrôler. Le complexe militaro-industriel que Eisenhower avait mis en garde en 1961 est devenu l'architecte de la politique étrangère.

La constitution était solide. Les institutions ont été creusées de l'intérieur.

Montesquieu l'avait pourtant dit, trente-sept ans avant la Constitution américaine. Dans *L'Esprit des lois* (1748), il formulait le problème avec une précision qui n'a pas vieilli : *“Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir.”* Les Pères fondateurs l'avaient lu. Ils avaient construit les freins. Ils n'avaient pas construit la culture qui leur donnait sens — parce que la culture ne se légifère pas.

---

L'Europe a essayé de résoudre le problème par la complexité.

Multiplier les niveaux de décision. Créer une Commission nommée — pas élue. Un Parlement élu — mais sans droit d'initiative législative. Un Conseil qui décide — mais en secret. La logique était que la complexité empêcherait la capture par un seul groupe.

Elle a produit l'inverse. La complexité a rendu le contrôle citoyen impossible. Ce que personne ne comprend, personne ne surveille. Et ce que personne ne surveille finit toujours par être capturé.

La Commission européenne ne rend de comptes à personne qui puisse la révoquer directement. C'est une fonctionnalité — pas un bug.

---

La leçon n'est pas que les constitutions sont inutiles. Ni que les institutions supranationales sont par essence corrompues.

La leçon est plus précise.

Une règle sans culture pour la soutenir est un texte. Une culture sans règle pour l'incarner est un vœu pieux. Les systèmes qui ont résisté le plus longtemps sont ceux où les deux coexistaient — et où la culture rendait la violation de la règle *infamante*, pas seulement illégale.

Cincinnatus est retourné labourer son champ après avoir sauvé Rome. Pas parce que la loi l'y obligeait. Parce que la culture romaine de l'époque faisait de la prolongation une infamie. Quand cette culture a disparu, César n'a eu besoin d'aucune exception légale. Il a simplement traversé le Rubicon.

La règle était toujours là.

La culture était morte.

---

Le cycle du pouvoir sans contre-pouvoir

Le cycle du pouvoir sans contre-pouvoir

Voilà le point de départ.

Pas le désespoir — le diagnostic. Les systèmes ne tombent pas parce que les hommes sont mauvais. Ils tombent parce que la mécanique n'a pas été conçue pour le cas où les hommes seraient mauvais.

Le chapitre suivant regarde dans l'autre sens. Ce que l'histoire a produit, parfois, qui a mieux tenu. Et pourquoi.

## Ce qui a résisté

Tous les systèmes finissent par être capturés.

Mais pas à la même vitesse. Pas avec la même résistance. Et pas sans laisser de traces sur ce qui les a rendus plus solides que les autres.

L'histoire n'est pas avare d'exemples. Elle est avare d'exemples qu'on enseigne.

---

### Rome républicaine — la limite comme culture

---

Pendant près de cinq siècles, Rome a fonctionné avec un mécanisme que les modernes ont presque entièrement abandonné : le pouvoir était attribué pour une durée fixe, à deux personnes simultanément, avec droit de veto mutuel.

Deux consuls. Un an. Veto réciproque.

Ce n'était pas de la méfiance envers les individus — c'était une architecture délibérée. Aucun homme ne pouvait exercer le pouvoir seul. Aucun homme ne pouvait le conserver plus d'un an. Et la culture — la *virtus* républicaine — faisait de l'ambition prolongée une infamie sociale, pas seulement une illégalité.

Cincinnatus a été nommé dictateur en 458 avant J.-C. pour sauver une armée encerclée. Il avait des pouvoirs absolus. Il les a utilisés. Seize jours plus tard, la crise résolue, il a remis les insignes du pouvoir et est retourné labourer son champ.

Ce n'est pas de la vertu exceptionnelle. C'est ce que la culture romaine de l'époque attendait de lui — et ce qu'elle aurait rendu impossible autrement. L'homme qui serait resté au-delà du nécessaire aurait été couvert d'opprobre.

La machine a fonctionné tant que la culture a tenu. Quand Marius a modifié les règles pour enchaîner les consulats, puis Sylla, puis César — la règle n'avait pas changé. La culture, si.

---

## La Suisse — la démocratie comme frein permanent

---

La Confédération helvétique n'est pas un accident géographique. C'est un choix architectural maintenu pendant sept siècles.

Le mécanisme central : le référendum obligatoire et l'initiative populaire. Toute loi fédérale importante peut être soumise au vote populaire si 50 000 signatures sont collectées en cent jours. Toute modification constitutionnelle l'est automatiquement. Et les citoyens peuvent proposer des modifications constitutionnelles avec 100 000 signatures.

Le résultat n'est pas un gouvernement parfait. C'est un gouvernement *lent* — délibéré. Les décisions majeures ne peuvent pas être prises sans consulter la population. Les élites peuvent proposer. Elles ne peuvent pas imposer sans que la résistance ait un canal légal et efficace.

Ce frein permanent a un coût : les réformes urgentes prennent du temps. Il a un bénéfice : les réformes catastrophiques aussi.

La Suisse a refusé pendant des décennies d'entrer dans l'ONU. Elle y a finalement adhéré en 2002 — après un référendum. Elle a refusé l'EEE en 1992. Elle négocie des accords bilatéraux plutôt que de transférer sa souveraineté à une instance supranationale.

Ce n'est pas de l'isolationnisme. C'est de l'architecture.

---

## L'Islande 2008 — le refus comme réponse

---

En 2008, les banques islandaises s'effondrent. La dette accumulée représente dix fois le PIB du pays. Le FMI et les gouvernements britannique et néerlandais réclament que l'Islande rembourse les déposants étrangers — environ 3,5 milliards d'euros, soit 12 000 euros par habitant.

La réponse islandaise a été inhabituelle.

Le Parlement a accepté. Le président a refusé de signer. La loi a été soumise à référendum — deux fois. Elle a été rejetée — deux fois. Les banquiers responsables ont été poursuivis et condamnés. Vingt-six d'entre eux ont été emprisonnés.

Puis l'Islande a convoqué une assemblée constituante. Pas des juristes. Pas des politiciens. Des citoyens tirés au sort — un professeur, un pasteur, un directeur de théâtre, un agriculteur. Ils ont rédigé une nouvelle constitution en ligne, en public, avec commentaires ouverts.

La constitution n'a finalement pas été adoptée — le Parlement suivant a refusé de la ratifier. L'expérience s'est partiellement heurtée à ses propres limites.

Mais le refus de socialiser les pertes des banques a fonctionné. L'Islande a connu une récession brutale. Elle s'en est sortie plus vite que l'Irlande, qui avait choisi la voie opposée — sauver les banques, imposer l'austérité aux citoyens.

Le gardien n'a pas été protégé. Il a payé.

---

## La Scandinavie — la transparence comme norme

---

En Norvège, en Suède et en Finlande, les déclarations fiscales sont publiques. N'importe quel citoyen peut consulter les revenus et le patrimoine déclaré de n'importe quel autre citoyen — y compris les ministres, les dirigeants d'entreprise, les juges.

Ce n'est pas une mesure d'exception. C'est une norme culturelle ancienne, ancrée dans le concept scandinave d'*offentlighetsprincipen* — le principe de publicité. Ce qui concerne la chose publique appartient au public.

Le résultat est mesurable. Les indices de perception de la corruption classent systématiquement ces pays parmi les moins corrompus au monde. Non parce que leurs élites sont plus vertueuses. Parce que le coût de la corruption y est plus élevé — elle est visible.

Un ministre qui s'enrichit anormalement ne peut pas le cacher. Ses déclarations fiscales sont consultables. Ses voisins les lisent. Ses électeurs aussi.

La transparence ne supprime pas la tentation. Elle supprime l'impunité.

---

## Athènes — inventer le tirage au sort pour résister à l'élite

---

Avant Rome, avant Montesquieu, avant les constitutions modernes, il y a Athènes.

Au Ve siècle avant J.-C., la démocratie athénienne invente quelque chose qu'aucune démocratie moderne n'a eu le courage de reproduire à grande échelle : le gouvernement par le sort.

Le *klèrotèrion* est une machine à tirer les noms au hasard. Les magistrats, les membres des jurys populaires, les membres du Conseil des Cinq-Cents — chargé de préparer les lois — sont désignés par tirage au sort parmi les citoyens volontaires. Non élus. Tirés.

La logique est radicale et cohérente.

L'élection sélectionne les meilleurs orateurs, les mieux connectés, les mieux financés. Elle sélectionne exactement ceux qui veulent le pouvoir — ce qui, dans un système sans contrainte, est précisément le profil qu'il faut éviter. Le tirage au sort sélectionne n'importe qui. Ce n'est pas de la négligence — c'est une architecture délibérée pour empêcher la capture par les élites.

Athènes dispose aussi de l'*ostracisme*. Une fois par an, les citoyens peuvent voter pour exiler pendant dix ans n'importe quelle personnalité jugée trop puissante, trop influente, trop dangereuse pour l'équilibre démocratique. Pas parce qu'elle a commis un crime. Parce qu'elle accapare le pouvoir.

L'idée est brutale. Elle est aussi d'une précision chirurgicale : le problème n'est pas la faute. C'est la concentration.

Et le *graphè paranomon* : n'importe quel citoyen peut attaquer en justice toute loi jugée contraire aux principes fondamentaux. Si la loi est annulée, son auteur peut être condamné. Les propositions législatives ne sont pas protégées par l'immunité — elles engagent leur auteur.

Le système a fonctionné pendant deux siècles. Il a produit Périclès, Socrate, Thucydide, Sophocle.

Il est mort de l'intérieur.

Alcibiade — brillant, charismatique, fils de bonne famille — a manipulé l'assemblée populaire pour obtenir le commandement de l'expédition de Sicile. Une aventure militaire désastreuse qui a coûté à Athènes une flotte entière, des milliers d'hommes, et le tournant de la guerre du Péloponnèse.

Il avait contourné les contre-pouvoirs non pas en les supprimant — mais en étant exactement le type d’homme que ces contre-pouvoirs n’avaient pas été conçus pour arrêter : un citoyen athénien, légitime, qui savait parler à l’assemblée.

La leçon n’est pas que le tirage au sort est supérieur à l’élection. C’est que toute architecture politique a ses angles morts — et que ses angles morts sont précisément là où se glissent ceux qui savent les utiliser.

---

Durée de résistance des systèmes avec contre-pouvoirs

Durée de résistance des systèmes avec contre-pouvoirs

## Ce que ces exemples ont en commun

---

Aucun de ces systèmes n’est parfait. La Rome républicaine a fini par César. La Suisse a ses propres angles morts. L’Islande n’a pas adopté sa constitution citoyenne. La Scandinavie n’est pas à l’abri de la capture progressive.

Mais tous partagent un mécanisme central que les systèmes effondrés n’avaient pas.

Ils ont rendu le pouvoir *coûteux à exercer sans rendre de comptes*.

Pas la vertu comme condition d’accès. La contrainte comme condition d’exercice. La règle ne demandait pas aux gardiens d’être bons. Elle les forçait à se comporter comme s’ils l’étaient — sous peine d’un coût personnel réel.

C’est la différence entre une éthique et une mécanique.

L’éthique dépend des hommes. La mécanique fonctionne même sans eux.

Le chapitre suivant tire de ces exemples les principes concrets qui ont résisté — et comment les appliquer à notre époque.

## Ce qu'on n'enseigne pas — Les exemples qui prouvent que c'est possible autrement

Il existe une catégorie particulière d'exemples historiques.

Pas ceux qui ont échoué — on les enseigne volontiers, pour montrer que le changement est dangereux. Pas ceux qui ont à moitié fonctionné — on les enseigne pour montrer que la perfection est impossible.

Ceux qu'on n'enseigne pas, ce sont ceux qui ont fonctionné.

Pas parfaitement. Rien ne fonctionne parfaitement. Mais suffisamment pour démontrer que les choix collectifs peuvent produire des résultats radicalement différents de ceux qu'on présente comme inévitables.

Ces exemples sont embarrassants pour le récit dominant. Ils prouvent que d'autres architectures sont possibles — et qu'elles ont déjà été construites, par des gens ordinaires, dans des circonstances ordinaires.

---

### Le Costa Rica — supprimer l'armée et en vivre mieux

---

En 1948, à la fin d'une brève guerre civile, le président José Figueres Ferrer prend une décision qui n'a pratiquement aucun précédent dans l'histoire moderne.

Il supprime l'armée.

Pas la réduit. Pas la réforme. La supprime. La caserne principale est transformée en musée. Le budget militaire est intégralement redirigé vers l'éducation et la santé. L'interdiction est inscrite dans la Constitution de 1949 — depuis, aucun gouvernement ne peut créer de forces armées permanentes.

Le résultat, soixante-quinze ans plus tard, est mesurable.

Le Costa Rica a l'un des systèmes d'éducation les plus performants d'Amérique latine. Son espérance de vie dépasse celle des États-Unis. Son taux d'alphabétisation approche 98%. Il accueille 6% de la biodiversité mondiale sur 0,03% de la surface terrestre — parce que l'argent qui aurait financé des tanks a financé des parcs naturels.

En 2023, le Happy Planet Index — qui mesure le bien-être humain rapporté à l'empreinte écologique — place le Costa Rica en tête mondiale. Depuis des décennies.

L'argument selon lequel un pays ne peut pas survivre sans armée a été réfuté par soixante-quinze ans d'existence paisible d'un pays de cinq millions d'habitants, sans guerre, sans coup d'État, avec une démocratie parmi les plus stables du continent.

On ne l'enseigne pas. Parce que si on l'enseignait, des gens pourraient demander pourquoi leur propre pays ne fait pas de même.

---

## **Le Portugal — ce qui arrive quand on traite l'addiction comme un problème de santé**

---

En 2001, le Portugal prend une décision que tous les experts de l'ordre et de la sécurité qualifient de catastrophique.

Il décriminalise la possession de toutes les drogues. Pas seulement le cannabis. Toutes. Héroïne, cocaïne, méthamphétamine. La possession pour usage personnel n'est plus un délit criminel — c'est une infraction administrative, traitée par des commissions de dissuasion composées de travailleurs sociaux, d'avocats et de médecins.

En 1999, le Portugal avait le taux de décès par overdose le plus élevé d'Europe. La situation était catastrophique. Rien de ce qui avait été essayé — répression, incarcération, campagnes de peur — n'avait fonctionné.

Vingt ans après la décriminalisation :

Le taux de décès par overdose a été divisé par quatre. Le taux d'incarcération pour infractions liées aux drogues a chuté de moitié. Le taux d'infection au VIH parmi les usagers de drogues intraveineuses est passé de 52% en 2000 à 7% en 2015. La consommation globale n'a pas augmenté — elle est restée stable ou a légèrement diminué.

L'argument selon lequel la décriminalisation entraînerait une explosion de la consommation a été réfuté par vingt ans de données portugaises.

On ne l'enseigne pas. Parce que si on l'enseignait, des gens pourraient demander pourquoi leurs propres systèmes continuent d'incarcérer des consommateurs en sachant que ça ne fonctionne pas.

---

## L'Uruguay de Mujica — la politique sans distance

---

José Mujica a été président de l'Uruguay de 2010 à 2015.

Il vivait dans sa ferme à la périphérie de Montevideo. Il conduisait une Volkswagen Coccinelle de 1987. Il reversait 90% de son salaire présidentiel à des associations — ce qui lui laissait environ 775 dollars par mois, soit le salaire moyen uruguayen.

Ce n'était pas du populisme. C'était une philosophie cohérente : un représentant ne devrait pas vivre dans un monde différent de celui qu'il représente. La distance entre le gouvernant et le gouverné est une source de corruption — pas morale, structurelle. Quand vous ne prenez plus le bus, vous légiférez différemment sur les transports en commun. Quand vous n'allez plus dans les hôpitaux publics, vous budgétisez différemment la santé.

Sous sa présidence, l'Uruguay a légalisé le cannabis — premier pays au monde à le faire complètement, avec régulation par l'État. A légalisé le mariage homosexuel. A renforcé le droit à l'avortement. A réduit significativement la pauvreté.

Sans tsunami moral. Sans effondrement social. Sans l'apocalypse annoncée par ceux qui s'opposaient à chaque réforme.

Ce que Mujica a démontré n'est pas qu'un président pauvre est forcément bon. C'est que la *skin in the game* — le fait de vivre dans le monde qu'on gouverne — change structurellement la qualité des décisions.

---

## Le Bhoutan — mesurer ce qui compte

---

En 1972, le roi du Bhoutan, Jigme Singye Wangchuck, prononce une phrase qui devient une politique d'État.

*“Le bonheur national brut est plus important que le produit national brut.”*

Ce n'est pas une métaphore. Le Bhoutan développe un système de mesure — le Bonheur National Brut — qui agrège neuf dimensions : niveau de vie, santé, éducation, gouvernance, vitalité communautaire, diversité culturelle, utilisation du temps, résilience écologique, bien-être psychologique.

Les décisions politiques sont évaluées en fonction de leur impact sur cet indice composite — pas uniquement sur la croissance économique.

Le résultat n'est pas un paradis. Le Bhoutan a ses propres problèmes, ses propres inégalités, ses propres zones d'ombre. Mais il a prouvé quelque chose d'important : une société peut choisir de mesurer autre chose que la croissance — et organiser ses priorités en conséquence.

L'Union européenne, en 2024, a commencé à développer des indicateurs complémentaires au PIB. Trente ans après le Bhoutan. Sous pression de chercheurs qui citaient... le Bhoutan.

---

## **L'Islande — recommencer à zéro après l'effondrement**

---

L'exemple islandais de 2008 a été décrit dans le chapitre précédent. Mais il mérite un regard différent ici.

Ce que l'Islande a fait n'est pas seulement de refuser de sauver les banques. C'est d'avoir organisé, dans les années qui ont suivi, un processus constituant citoyen.

Des citoyens tirés au sort — un professeur, un pasteur, un directeur de théâtre, un agriculteur, un entrepreneur — ont rédigé une nouvelle constitution. En public. En ligne. Avec des séances retransmises en direct, des commentaires ouverts, des propositions citoyennes intégrées en temps réel.

La constitution n'a pas été adoptée — le Parlement suivant a refusé de la ratifier. C'est un échec partiel important à nommer honnêtement.

Mais le processus a démontré quelque chose que beaucoup considéraient comme impossible : des citoyens ordinaires peuvent rédiger une constitution. Ils peuvent le faire sérieusement, rigoureusement, publiquement. Le résultat était lisible, cohérent, et selon les juristes constitutionnels qui l'ont étudié, techniquement solide.

L'obstacle n'était pas la compétence citoyenne. C'était la résistance institutionnelle des élites politiques qui avaient intérêt au maintien du cadre existant.

---

## Ce que ces exemples ont en commun

---

Ils n'ont pas été conçus dans des laboratoires de think tanks. Ils ont été construits par des gens qui avaient décidé d'essayer autrement — souvent après que tout le reste avait échoué.

Ils n'ont pas prétendu être parfaits. Le Costa Rica a ses inégalités. Le Portugal a ses limites. L'Uruguay a ses contradictions. Le Bhoutan a ses angles morts. L'Islande n'a pas réussi à faire adopter sa constitution.

Mais tous partagent un point commun décisif : ils ont prouvé que les arguments utilisés pour maintenir le statu quo étaient faux.

*“On ne peut pas supprimer l'armée.”* — Le Costa Rica l'a fait. *“La décriminalisation des drogues créerait une catastrophe.”* — Le Portugal a prouvé le contraire. *“Les citoyens ordinaires ne peuvent pas gouverner.”* — L'Islande a montré qu'ils pouvaient au moins rédiger une constitution. *“La croissance économique est la seule mesure qui compte.”* — Le Bhoutan a choisi autre chose. *“Un dirigeant ne peut pas vivre comme ses concitoyens.”* — Mujica l'a fait pendant cinq ans.

Ce que l'histoire enseigne — quand on accepte de la regarder entière — c'est que les limites que le récit dominant présente comme naturelles sont des choix.

Des choix qu'on peut défaire.

Des choix qu'on peut refaire autrement.

Ce n'est pas de l'utopie. C'est de l'histoire comparée.

---

## Ce qu'un monde plus équilibré requiert

---

Ces exemples ne proposent pas un modèle universel. Aucun pays n'est le même. Aucune solution ne se transplante à l'identique d'un contexte à un autre.

Mais ils dessinent ensemble les contours de ce qui fonctionne — les principes récurrents derrière des solutions très différentes.

**La contrainte comme substitut à la vertu.** Aucun de ces systèmes ne repose sur la bonté des dirigeants. Ils reposent sur des mécanismes qui rendent le comportement vertueux moins coûteux que le comportement corrompu.

**La mesure de ce qui compte vraiment.** Le Costa Rica mesure le bonheur et la biodiversité. Le Bhoutan mesure neuf dimensions du bien-être. Tant qu'on mesure uniquement le PIB, on optimise uniquement pour le PIB — et on obtient une société qui maximise la croissance au détriment de tout le reste.

**La participation réelle, pas formelle.** La démocratie suisse fonctionne parce que les citoyens ont un pouvoir réel de bloquer les décisions — pas seulement de voter tous les cinq ans pour des représentants qui décident ensuite sans eux.

**Le skin in the game obligatoire.** Les dirigeants qui vivent dans le monde qu'ils gouvernent prennent des décisions différentes de ceux qui en sont protégés. Ce n'est pas de la morale. C'est de la mécanique.

**La transparence comme norme, pas comme exception.** En Scandinavie, la transparence n'est pas une réforme récente arrachée à contrecœur. C'est une culture ancienne qui précède les institutions modernes.

---

Un monde meilleur ne s'invente pas.

Il se construit à partir de ce qui a déjà fonctionné — en comprenant pourquoi ça a fonctionné, et en ayant l'honnêteté de nommer pourquoi on ne le réplique pas plus souvent.

La réponse à cette dernière question est dans les chapitres précédents.

---

# Taiwan — La démocratie à l'ère numérique

Il existe un pays de 23 millions d'habitants qui a décidé que les outils numériques pouvaient servir la délibération démocratique plutôt que la détruire.

Ce n'est pas une expérience de laboratoire. Ce n'est pas un projet pilote. C'est en production depuis 2016.

---

## Le problème que Taiwan a résolu

---

En 2014, le mouvement des Tournesols éclate à Taiwan.

Des dizaines de milliers d'étudiants occupent le Parlement pendant trois semaines pour bloquer la ratification d'un accord commercial avec la Chine continentale. L'accord avait été négocié en secret, en dehors de tout contrôle parlementaire réel. Les manifestants ne s'opposaient pas nécessairement à l'accord lui-même — ils s'opposaient au processus. À l'opacité. À la décision prise au-dessus des têtes.

La crise force une réponse institutionnelle.

Le gouvernement crée un poste inédit : ministre du Numérique. La personne nommée — Audrey Tang, hackeuse civique autodidacte — n'appartient à aucun parti. Elle a une condition : tout ce qu'elle fait doit être public. Chaque réunion, chaque document, chaque décision. Transparence totale, sans exception.

Ce n'est pas du symbolisme. C'est le fondement d'une méthode.

---

## vTaiwan — la plateforme qui force le consensus

---

L'outil central s'appelle vTaiwan. Il a été développé par g0v — “gouvernement zéro”, un collectif de hackers civiques taiwanais qui construisent des alternatives open source aux outils gouvernementaux défaillants.

Le principe de vTaiwan repose sur un outil de cartographie de l'opinion appelé Pol.is.

Pol.is n'est pas un sondage. Ce n'est pas non plus un forum de débat — les forums de débat récompensent systématiquement les positions extrêmes et les conflits, parce que le conflit génère de l'engagement. Pol.is fonctionne différemment : les participants formulent des affirmations courtes, et les autres indiquent s'ils sont d'accord, en désaccord, ou ni l'un ni l'autre. L'algorithme identifie ensuite les zones de consensus — les affirmations qui obtiennent l'accord d'une majorité à travers les groupes d'opinion, y compris entre groupes qui s'opposent sur d'autres points.

L'objectif n'est pas de maximiser le désaccord. C'est de trouver ce sur quoi des gens différents peuvent s'entendre.

---

## Ce que ça produit concrètement

---

En 2015, Taiwan est confronté à un problème réglementaire que tous les pays développés ont eu : comment encadrer Uber ?

Les chauffeurs de taxi veulent l'interdiction. Les défenseurs de l'économie de plateforme veulent la liberté totale. Le débat est bloqué, comme partout ailleurs.

vTaiwan ouvre la consultation. Plus de 26 000 participants. Pol.is identifie les zones de consensus réel : la grande majorité des participants — chauffeurs, passagers, entrepreneurs, régulateurs — s'accordent sur

plusieurs points précis : exigence d’assurance professionnelle pour tous les conducteurs, transparence sur les tarifs, partage des données de trajet avec les autorités fiscales.

Ces points de consensus deviennent la base de la régulation. Non pas le compromis mou entre deux positions adverses, mais la zone où des gens qui s’opposent sur tout le reste trouvent un terrain commun.

La régulation taiwanaise d’Uber a été votée sans crise. Elle est appliquée.

---

## **La gestion de la désinformation — autre cas d’école**

---

En 2020, quand le COVID-19 commence à circuler, Taiwan est l’un des premiers pays à être exposé — frontière ouverte avec la Chine continentale, millions de travailleurs qui font le trajet régulièrement.

La réponse informationnelle est immédiate.

Chaque rumeur qui circule sur les réseaux sociaux reçoit, dans les deux heures, une réponse officielle vérifiable — pas un démenti sec, mais une explication complète avec les sources. La formule du gouvernement est explicite : “deux heures pour répondre, humour et transparence obligatoires.”

L’idée centrale : on ne combat pas la désinformation en la censurant. On la combat en la dépassant — en produisant de l’information vérifiable plus vite que la rumeur ne se propage.

Taiwan a enregistré, au moment où les démocraties occidentales comptaient leurs morts par dizaines de milliers, moins de dix morts liées au COVID au cours des premiers mois. La gestion sanitaire avait des raisons multiples. La gestion informationnelle en était une composante documentée.

---

## La limite — et pourquoi elle compte

---

vTaiwan n'est pas une panacée.

Il ne fonctionne bien que sur des sujets délimitables — une loi précise, un choix de politique publique circonscrit. Il ne résout pas les désaccords de valeurs fondamentales. Et il demande une participation active — ce qui crée un biais de sélection vers les citoyens déjà engagés.

Audrey Tang elle-même le dit clairement : vTaiwan ne remplace pas la représentation. Il la complète, sur des sujets où la délibération directe apporte quelque chose que la représentation ne peut pas produire.

Ce que Taiwan démontre n'est pas que la démocratie directe numérique est la solution universelle.

C'est que les outils numériques ne sont pas condamnés à polariser. Ils peuvent être conçus pour trouver le consensus. Ils peuvent être mis au service de la transparence plutôt que de l'opacité. Ils peuvent être gérés par des institutions publiques qui rendent des comptes, plutôt que par des entreprises privées qui optimisent l'engagement.

---

Le choix n'est pas entre algorithmes et démocratie.

C'est entre des algorithmes conçus pour capturer votre attention — et des algorithmes conçus pour cartographier votre accord.

Les deux existent. L'un est entre les mains de cinq entreprises américaines. L'autre attend d'être adopté.

---

## Les principes qui résistent

Pas de recette miracle. Pas de constitution parfaite. Pas d'homme providentiel.

Des principes. Tirés des exemples qui ont tenu plus longtemps que les autres. Simples dans leur formulation. Difficiles dans leur application. Qui ne fonctionnent pas parce que les hommes sont bons — mais parce qu'ils rendent le mal *coûteux*.

---

### Premier principe : rendre la peau obligatoire

---

Nassim Taleb l'appelle *skin in the game*. La formule est anglaise. Le mécanisme est universel.

Celui qui prend une décision doit vivre avec ses conséquences. Pas métaphoriquement — juridiquement, financièrement, personnellement.

Le pilote d'avion monte à bord de l'appareil qu'il pilote. L'architecte engage sa responsabilité civile sur l'immeuble qu'il conçoit. Le chirurgien peut perdre son droit d'exercer s'il multiplie les erreurs évitables. Ces professions comportent une asymétrie réduite entre celui qui décide et celui qui subit.

La politique et la technocratie supranationale en sont exemptées.

Le banquier qui a titrisé des crédits hypothécaires pourris en 2006 et les a revendus à des fonds de pension a touché ses bonus en 2007. En 2008, les fonds de pension ont perdu. Le banquier a conservé ses bonus. Peut-être a-t-il perdu son emploi — avec une indemnité de départ à sept chiffres.

Le législateur qui vote une réforme des retraites bénéficie d'un régime de retraite distinct — souvent plus favorable — que celui qu'il vient d'alléger pour les autres. Il n'est pas soumis aux règles qu'il fixe.

Le technocrate de la Commission européenne qui impose une cure d'austérité à un État membre est rémunéré sur le budget de l'Union, exonéré d'impôts nationaux, et ne vit pas dans le pays dont il restructure l'économie. Si le chômage y explose, sa carrière n'en souffre pas.

Ces situations ont un nom : l'immunité de conséquence. Et l'immunité de conséquence produit, mécaniquement, des décisions que leur auteur n'aurait jamais prises s'il en avait supporté le coût.

La correction est simple à formuler. Radicale à appliquer.

Le législateur qui vote une réforme des retraites est soumis au même régime que les citoyens qu'il représente — sans exception, sans caisse spéciale, sans régime dérogatoire. Le technocrate qui impose une politique porte une fraction personnelle du résultat de cette politique. Le banquier qui titrise des risques en conserve une part dans son propre bilan.

Ces propositions semblent extrêmes. Elles ne le sont que parce que l'exemption est devenue la norme. Elle n'a rien de naturel. Elle a été construite — délibérément, progressivement, discrètement.

---

## Deuxième principe : la rotation sans exception

---

Deux mandats. Pour tout le monde. Sans exception.

Pas d'exception pour la compétence. Pas d'exception pour la crise. Pas d'exception pour la popularité.

La tentation est permanente de préserver le gardien efficace — *“mais celui-là est vraiment bon, ce serait dommage de le perdre.”* C'est exactement l'argument qui ouvre la brèche. Parce que le suivant invoquera la même exception. Et le suivant encore.

Le problème n'est pas l'individu exceptionnel. Le problème est la règle qui s'érode par ses exceptions.

Une règle avec des exceptions n'est pas une règle. C'est une suggestion assortie de conditions de dérogation — et les conditions de dérogation seront toujours trouvées par ceux qui ont intérêt à les trouver.

La rotation forcée a un coût réel : la perte d'expérience, la période de transition, le risque d'incompétence temporaire. Ce coût est visible, mesurable, immédiat. Le bénéfice — empêcher l'enracinement des réseaux de pouvoir, forcer le renouvellement des perspectives, rendre la capture plus difficile — est invisible, diffus, à long terme.

C'est pourquoi la règle ne survit pas sans la culture pour la soutenir. Dans la Rome républicaine, le consul qui aurait cherché à prolonger son mandat n'aurait pas seulement enfreint une loi — il aurait commis une infamie sociale. L'équivalent, aujourd'hui, serait un dirigeant qui annonce publiquement qu'il compte contourner la constitution. Dans certains pays, cela provoque des élections anticipées. Dans d'autres, cela provoque une ovation.

La différence n'est pas dans la loi. Elle est dans ce que la société est prête à tolérer.

---

### **Troisième principe : la transparence totale des flux financiers**

---

Pas la transparence déclarative. La transparence automatique.

La transparence déclarative est ce que nous avons : les élus déclarent leurs intérêts, les partis déclarent leurs financements, les lobbys déclarent leurs contacts. Ces déclarations sont vérifiées de manière intermittente, par des organes sous-financés, avec des délais qui permettent à l'information d'être obsolète avant d'être publiée.

La transparence automatique est ce qui fonctionne : chaque flux financier entre une organisation politique, un groupe de pression, une fondation, un think tank et ses bénéficiaires est enregistré en temps réel dans un registre public consultable par n'importe qui.

Pas dans quarante-cinq jours. En temps réel.

L'objection habituelle est la protection de la vie privée. Elle est partiellement fondée — pour les dons individuels modestes, la protection a un sens. Elle n'en a aucun pour les transferts entre organisations, entre fondations et think tanks, entre groupes de pression et partis politiques.

La Scandinavie a montré qu'une transparence fiscale large — sur les revenus individuels, pas seulement institutionnels — réduit la corruption sans détruire la vie privée. Les sociétés qui l'ont pratiquée ne l'ont pas abandonnée. Celles qui ne l'ont jamais essayée continuent d'invoquer la vie privée comme bouclier — au bénéfice de ceux qui ont le plus à cacher.

La transparence ne supprime pas la corruption. Elle la rend coûteuse. Elle exige que celui qui reçoit un avantage indû le reçoive en public, devant ses concitoyens, avec son nom dessus.

Cela ne décourage pas les corrompus sans vergogne. Cela décourage les corrompus qui ont encore quelque chose à perdre — et ils sont beaucoup plus nombreux.

---

Les 4 principes qui résistent

Les 4 principes qui résistent

## Ce que ces trois principes ont en commun

---

Transparence et corruption — corrélation par pays

Transparence et corruption — corrélation par pays

Ils ne demandent pas aux gardiens d'être vertueux.

Ils construisent des conditions dans lesquelles la vertu devient le comportement le moins coûteux.

C'est la différence fondamentale entre un système qui repose sur la morale — et qui échoue dès que la morale faiblit — et un système qui repose sur la mécanique — et qui fonctionne indépendamment de la qualité des individus qui le font tourner.

Tocqueville l'avait compris deux siècles avant nous. Dans *De la démocratie en Amérique* (1835), il identifiait ce qu'il appelait le "despotisme doux" — une forme de tyrannie que les Anciens n'auraient pas reconnue comme telle parce qu'elle ne brise pas les volontés, elle les amollit. Elle ne force pas — elle décourage. Elle ne détruit pas les libertés politiques — elle les rend inutiles en leur retirant tout objet réel.

*“Au-dessus de ceux-là s'élève un pouvoir immense et tutélaire, qui se charge seul d'assurer leur jouissance et de veiller sur leur sort. Il est absolu, détaillé, régulier, prévoyant et doux.”*

Ce pouvoir doux, Tocqueville le voyait venir dans la centralisation administrative — l'État qui prend en charge, remplace les corps intermédiaires, dissout les associations, les familles, les communes. Pas par la violence. Par le service rendu.

Le contrepoison qu'il proposait : les associations. Les corps intermédiaires. Tout ce qui s'interpose entre l'individu isolé et le pouvoir central. Syndicats, associations de quartier, coopératives, municipalités actives — toutes les formes d'organisation qui donnent aux citoyens une pratique du contre-pouvoir avant qu'ils en aient besoin au niveau national.

C'est le quatrième principe que ce livre n'a pas encore nommé.

Pas skin in the game. Pas la rotation. Pas la transparence.

La subsidiarité — décider au niveau le plus bas possible. La décision doit être prise par ceux qui en vivent les conséquences. Ce qui peut être fait dans un village ne doit pas être décidé à la capitale. Ce qui peut être décidé dans une commune ne doit pas l'être dans une métropole. Ce qui peut l'être dans un pays ne doit pas l'être dans une commission supranationale.

Ce n'est pas du nationalisme. C'est de l'architecture.

Ces principes ont des limites. Le chapitre suivant les regarde en face.

# **Le RIC et la limite des mandats — Rendre le pouvoir au peuple, techniquement**

Les principes du chapitre précédent sont abstraits par nécessité. Ils posent un cadre.

Ce chapitre pose des outils. Concrets. Déjà testés. Applicables.

Deux en particulier méritent d'être développés — parce qu'ils sont complémentaires et parce qu'ils touchent au même problème fondamental : comment les citoyens reprennent une prise réelle sur les décisions qui les concernent.

---

## **Le RIC — Référendum d'Initiative Citoyenne**

---

Le Référendum d'Initiative Citoyenne n'est pas une idée nouvelle. Ce n'est pas une idée radicale. C'est un mécanisme qui existe, sous différentes formes, en Suisse depuis 1848, en Californie depuis 1911, dans plusieurs pays d'Europe du Nord.

Ce qui est radical, c'est de l'appliquer là où il n'existe pas.

Le principe est simple : un nombre défini de citoyens — en Suisse, 50 000 sur une population de 8,5 millions, soit 0,6% — peut déclencher un vote populaire sur n'importe quelle loi votée par le Parlement. Et 100 000 signatures permettent de proposer une modification constitutionnelle.

Le résultat n'est pas une démocratie directe permanente — les référendums ne remplacent pas le Parlement, ils l'encadrent. Les élus légifèrent. Mais ils savent que leurs lois peuvent être soumises au vote populaire dans les cent jours. Ce simple fait change la façon dont ils légifèrent.

En France, la demande de RIC est réapparue massivement lors du mouvement des Gilets Jaunes en 2018-2019. La réponse du pouvoir a été de proposer un “Grand Débat” — une consultation sans mécanisme contraignant, sans vote, sans aucune obligation de résultat. Le diagnostic populaire était juste. La réponse institutionnelle a été conçue pour absorber la demande sans la satisfaire.

Ce n’est pas un hasard. Un RIC réel change fondamentalement le rapport de force entre élus et citoyens. Il n’est pas dans l’intérêt des élus de l’instaurer — sauf dans les rares cas où la culture politique rend son refus plus coûteux que son acceptation.

**Ce que le RIC n’est pas.** Ce n’est pas une solution magique. Le référendum peut être manipulé — par les médias, par le financement des campagnes, par le cadrage des questions. Le Brexit en est une démonstration partielle. La Suisse a elle-même voté des mesures discriminatoires par référendum.

Mais ces limites ne réfutent pas l’outil. Elles indiquent les conditions de son bon fonctionnement : information indépendante, financement égalitaire des campagnes, formulation neutre des questions, délai suffisant de réflexion.

Un RIC mal conçu est moins bien qu’un Parlement fonctionnel. Un RIC bien conçu est le frein permanent qui manque à presque toutes les démocraties représentatives.

---

## **La limite des mandats — deux, sans exception, pour tout le monde**

---

Le chapitre des principes l’a formulé. Ce chapitre le développe concrètement — parce que le diable est dans les détails.

Deux mandats. Pour tout le monde. Sans exception.

**“Tout le monde”** — c’est là que ça devient sérieux.

Pas seulement les chefs d’État. Pas seulement les premiers ministres. Les parlementaires. Les maires. Les présidents de région. Les membres des exécutifs locaux. Les dirigeants des grandes entreprises publiques et des agences régulatrices nommées par le politique.

La limitation des mandats perd l’essentiel de son effet si elle s’applique seulement au sommet de la pyramide. Les réseaux de pouvoir se forment à tous les niveaux. Un député qui reste trente ans dans son circonscription contrôle les nominations locales, les contrats, les réseaux d’influence — aussi efficacement qu’un président à vie.

**“Sans exception”** — c’est là que les résistances apparaissent.

L’argument de la compétence. *“Mais celui-là connaît le dossier depuis vingt ans, ce serait absurde de le remplacer.”* La réponse : la compétence technique ne nécessite pas le mandat politique. Un expert peut conseiller sans gouverner. Un fonctionnaire peut continuer sans être élu. Le savoir technique se transmet — c’est ce que font les institutions quand elles fonctionnent bien.

L’argument de la crise. *“En période de crise, on ne peut pas se permettre de changer de gouvernement.”* La réponse : la crise a toujours été l’argument utilisé pour prolonger les pouvoirs exceptionnels — et les pouvoirs exceptionnels ont rarement été remis à la collectivité une fois la crise passée. La règle doit tenir précisément dans les moments où la tentation de l’exception est la plus forte.

**La transition.** Un système de limitation des mandats introduit progressivement — avec une période de transition de dix ans pour les mandats en cours — évite le choc d’un renouvellement brutal. Il permet aussi de former la génération suivante pendant que la précédente est encore en poste.

**Le mandat de trop.** La recherche politique montre un phénomène constant : la qualité des décisions d'un élu tend à diminuer après le quatrième ou cinquième an de mandat. Pas parce qu'il devient incompetent — parce qu'il commence à gouverner pour sa survie politique plutôt que pour ses concitoyens. La limitation à deux mandats n'est pas une punition. C'est une protection contre ce glissement naturel.

---

## Ce que ces deux outils ont en commun

---

Le RIC et la limitation des mandats partagent une logique identique.

Ils ne présupposent pas que les élus sont mauvais. Ils présupposent que tous les êtres humains, placés dans une position de pouvoir sans contrainte extérieure suffisante, tendent à optimiser pour leur propre maintien au pouvoir plutôt que pour l'intérêt collectif.

Ce n'est pas du cynisme. C'est de la biologie et de la psychologie sociale.

Ces outils construisent les contraintes extérieures qui compensent cette tendance naturelle. Ils ne demandent pas aux élus d'être meilleurs que les autres humains. Ils construisent des conditions dans lesquelles se comporter autrement que dans l'intérêt général devient coûteux.

C'est la seule architecture qui tient dans le temps.

---

# La micro-taxe — Financer le bien commun sans appauvrir personne

Il existe une idée si simple, si efficace, et si peu coûteuse pour ceux qui la paieraient, qu'on se demande pourquoi elle n'a pas encore été appliquée à grande échelle.

La réponse, une fois qu'on la comprend, dit tout ce qu'il faut savoir sur qui gouverne réellement nos économies.

---

## Le principe

---

Une taxe de 0,1% sur chaque transaction financière.

Pas sur les salaires. Pas sur les achats du quotidien. Sur les transactions financières — l'achat et la vente de titres, d'obligations, de devises, de produits dérivés sur les marchés.

Zéro virgule un pour cent.

Pour un particulier qui achète mille euros d'actions une fois par an, cela représente un euro. Littéralement un euro.

Pour un fonds spéculatif qui effectue des milliers de transactions automatisées par seconde — du trading haute fréquence, conçu pour extraire de micro-profits sur des micro-écarts de prix — cela représente un coût considérable. Suffisamment considérable pour rendre ce type de trading non rentable.

Ce n'est pas un bug. C'est une fonctionnalité.

---

## Ce que ça rapporte

---

Les marchés financiers mondiaux traitent entre 5 000 et 7 000 milliards de dollars de transactions **par jour**.

Une taxe de 0,1% sur ces volumes génèrerait, selon les estimations les plus prudentes, entre 300 et 500 milliards de dollars par an. Certaines estimations vont au-delà du trillion.

Pour donner une échelle : l'Organisation des Nations Unies estime qu'éradiquer la faim dans le monde coûterait environ 40 milliards de dollars par an. Pas 400 milliards. Quarante.

La micro-taxe sur les transactions financières — même à taux minimal, même avec une assiette étroite — génère dix fois ce qu'il faudrait pour nourrir chaque être humain sur terre.

Ce n'est pas une utopie. C'est de l'arithmétique.

---

## L'histoire de cette idée

---

L'économiste James Tobin a proposé ce mécanisme en 1972. Pas comme instrument révolutionnaire — comme outil de stabilisation des marchés des changes. Son objectif était simple : réduire la spéculation déstabilisatrice sur les devises en rendant les allers-retours rapides légèrement moins rentables.

Il a reçu le prix Nobel d'économie en 1981.

Sa proposition a été ignorée pendant trente ans.

En 2001, le mouvement altermondialiste ATTAC — Association pour la Taxation des Transactions financières et l'Aide aux Citoyens — a remis l'idée sur la table, en lui ajoutant une dimension redistributive : affecter le produit de la taxe au développement humain, à l'aide internationale, à la transition écologique.

Depuis, l'idée a été proposée, débattue, partiellement adoptée, rejetée, reproposée, dans presque chaque pays développé.

En 2012, onze pays de l'Union européenne, dont la France et l'Allemagne, ont annoncé une taxe sur les transactions financières coordonnée. Les négociations durent depuis. Elle n'est toujours pas pleinement en vigueur.

La France a une taxe partielle depuis 2012 — sur les grandes capitalisations boursières françaises. Taux : 0,3%. Elle rapporte environ 1,5 milliard d'euros par an. Personne n'a quitté Paris pour la City de Londres à cause d'elle.

---

## Pourquoi ça résiste

---

L'argument principal contre la taxe Tobin est la fuite des capitaux. *“Si vous taxez les transactions ici, les marchés se déplaceront là où il n'y a pas de taxe.”*

C'est un argument réel — pas faux, mais incomplet.

Il est réel parce qu'une taxe appliquée par un seul pays peut effectivement déplacer une partie des transactions vers d'autres places. C'est ce qui s'est passé en Suède dans les années 1980, lorsque Stockholm a tenté une taxe unilatérale.

Il est incomplet parce que la solution au problème de fuite est la coordination internationale — exactement ce que l'UE a tenté de faire en 2012, et exactement ce que les lobbys financiers ont travaillé à empêcher depuis lors.

Un réseau de grandes places financières — New York, Londres, Francfort, Tokyo, Shanghai, Hong Kong — représente la quasi-totalité des transactions mondiales. Une coordination entre ces places, même partielle, fermerait l'essentiel des portes de sortie.

Ce n'est pas impossible. L'accord mondial sur l'impôt minimum des sociétés à 15%, adopté en 2021 par 137 pays après des décennies d'inaction, prouve que la coordination internationale sur la fiscalité est réalisable quand la volonté politique existe.

La volonté politique sur la micro-taxation n'existe pas. Pas parce que l'idée est mauvaise. Parce que ceux qui bénéficient le plus du système actuel ont les moyens de financer les arguments contre.

---

## Ce que ça change structurellement

---

Au-delà du financement, la micro-taxation a un effet de second ordre décisif.

Le trading haute fréquence — ces algorithmes qui achètent et revendent en millisecondes — ne produit aucune valeur économique réelle. Il n'investit pas dans des entreprises, ne finance pas l'innovation, ne crée pas d'emplois. Il extrait de la valeur des autres acteurs du marché par la simple vertu de sa vitesse.

Une micro-taxation le rend non rentable. Elle ramène les marchés financiers à leur fonction d'origine : allouer le capital vers les projets qui en ont besoin.

Ce n'est pas une punition des marchés. C'est une correction d'une distorsion que la technologie a créée.

---

## Les paradis fiscaux — une raison d'exister qui disparaît

---

Il y a une conséquence de la micro-taxation que ses promoteurs mentionnent rarement, peut-être parce qu'elle est trop radicale pour ne pas effrayer ceux qu'on tente de convaincre.

Une taxe sur les transactions financières appliquée à l'échelle mondiale — ou même à l'échelle des grandes places financières coordonnées — rendrait les paradis fiscaux structurellement sans objet.

Voici pourquoi.

Les paradis fiscaux ne fonctionnent pas dans le vide. Ils fonctionnent parce que les capitaux peuvent se déplacer sans friction d'une juridiction à une autre. Chaque mouvement de capital vers les Îles Caïmans, vers le Luxembourg, vers les Bermudes, est une transaction financière.

Si chaque transaction est taxée — même à 0,1% — l'avantage de déplacer un capital vers une juridiction à fiscalité zéro doit être suffisamment important pour compenser le coût de chaque aller-retour. Pour les petits montants, ça ne l'est plus. Pour les montants intermédiaires, l'optimisation devient marginale. Seuls les volumes les plus massifs, les plus patients, les plus sophistiqués continuent à bénéficier du système.

Ce n'est pas la fin immédiate de l'évasion fiscale. C'est son érosion méthodique — jusqu'au point où la mécanique qui justifie l'existence des paradis fiscaux cesse de fonctionner.

Combien d'argent transite par les paradis fiscaux ? Les estimations varient entre 7 000 et 32 000 milliards de dollars en stocks, avec des flux annuels de plusieurs milliers de milliards. Si une fraction de ces montants revenait dans les juridictions où la valeur a été créée — sous forme d'impôts qui financent des hôpitaux, des écoles, des infrastructures — l'effet sur les inégalités mondiales serait structurel, pas marginal.

---

## Ce que ça permettrait concrètement

---

Revenons à l'arithmétique.

Les économistes de l'ONU, du Programme alimentaire mondial, de diverses institutions de recherche convergent sur un chiffre : il faudrait entre 30 et 50 milliards de dollars supplémentaires par an pour éradiquer la faim dans le monde. Pas la réduire. L'éradiquer.

Rappel : les marchés financiers traitent 5 000 à 7 000 milliards de dollars **par jour**.

Une micro-taxe de 0,1% sur ces volumes, même avec une assiette réduite aux seules transactions sur titres et devises dans les grandes places, génère plusieurs centaines de milliards de dollars par an.

Éradiquer la faim coûte environ 1% de ce que la micro-taxe rapporterait.

Le reste finance la transition énergétique, les systèmes de santé des pays en développement, l'éducation universelle, les infrastructures d'eau potable.

Ces besoins sont quantifiés avec précision par des dizaines d'organisations internationales. L'argent n'existe pas parce que les décisions politiques pour le mobiliser n'ont pas été prises — pas parce qu'il n'y aurait pas assez de richesse dans le monde.

Il y en a. Elle est simplement ailleurs.

---

## Pourquoi on n'en parle pas

---

La micro-taxe Tobin est techniquement simple. Elle est économiquement défendable. Elle est moralement évidente.

Elle n'est pas appliquée.

Ce n'est pas un mystère. Les acteurs qui s'y opposent le plus activement — les grandes banques d'investissement, les fonds spéculatifs, les chambres de compensation financière — sont exactement les acteurs qui financent les campagnes politiques, emploient les lobbyistes, et publient les rapports d'experts qui concluent que l'idée est inapplicable.

Pas parce qu'elle l'est. Parce qu'ils ont intérêt à ce qu'on le croie.

C'est le même mécanisme que pour les paradis fiscaux eux-mêmes : leur existence ne s'explique pas par leur utilité économique pour la société. Elle s'explique par leur utilité pour ceux qui ont le pouvoir de les préserver.

---

## **Le revenu universel de base — une piste que le financement rend possible**

---

Il existe une idée connexe que la micro-taxe rend soudainement réaliste.

Le revenu universel de base — une somme versée à chaque citoyen, inconditionnellement, suffisante pour couvrir les besoins essentiels — est présenté comme une utopie coûteuse. La question qui l'arrête toujours : qui paie ?

La micro-taxe est une réponse partielle à cette question.

Pas la seule. Pas suffisante seule. Mais les ordres de grandeur sont là : les revenus générés par une taxe de 0,1% sur les transactions financières mondiales dépassent largement ce qu'il faudrait pour financer un revenu de base minimal dans les pays qui l'adopteraient.

L'idée mérite un livre entier — l'équilibre entre financement et liberté individuelle, les effets sur l'emploi, les conditions d'une implémentation qui n'est pas récupérée par le système qu'elle est censée corriger. Ce n'est pas l'objet de ces pages.

Ce qui est l'objet de ces pages : nommer que les contraintes financières qui présentent ces idées comme impossibles ne sont pas des lois naturelles. Ce sont des choix. Et les choix se défont.

---

## Le lien avec les autres outils

---

La micro-taxe ne se comprend pas seule.

Elle s'inscrit dans la même logique que le RIC et la limitation des mandats : construire des mécanismes qui rendent le comportement prédateur plus coûteux que le comportement productif.

Elle finance aussi les conditions qui permettent aux autres outils de fonctionner — une presse indépendante, une éducation civique réelle, une démocratie participative qui demande du temps et des ressources.

La liberté politique sans la liberté économique est une coquille vide. Un citoyen contraint de travailler soixante heures par semaine pour rembourser ses dettes ne peut pas exercer ses droits démocratiques — même si ces droits existent formellement.

La micro-taxe est l'un des instruments qui permettent de libérer ce temps — en finançant les infrastructures qui réduisent le coût de la vie ordinaire : santé, éducation, retraite, logement.

C'est pour cela qu'elle est si résistante.

---

## Une question en dessous de tout ça — qui crée l'argent ?

---

Il y a une réalité que la micro-taxe, les paradis fiscaux et le revenu universel présupposent mais ne nomment pas.

Qui crée la monnaie ?

La réponse intuitive est : l'État, la Banque centrale. C'est ce qu'on apprend à l'école, ce que la plupart des adultes croient.

La réalité est différente — et elle change tout à la compréhension de ce chapitre.

Dans nos économies modernes, environ 95% de la monnaie en circulation est créée par des banques privées — non pas par l'impression de billets, mais par l'octroi de crédits. Quand une banque vous accorde un prêt immobilier, elle ne prend pas l'argent d'un autre client pour vous le prêter. Elle l'inscrit dans son bilan — elle le crée. Le remboursement de ce prêt, avec intérêts, détruit la partie principale tout en transférant les intérêts à la banque.

Ce mécanisme — la création monétaire par le crédit privé — est au cœur de la dépendance financière décrite tout au long de ce livre. Il explique structurellement pourquoi la dette des États, des entreprises et des ménages est permanente et tendanciellement croissante. Il explique pourquoi les crises financières ont la forme qu'elles ont. Et il explique pourquoi les banques centrales occupent la place qu'elles occupent dans les décisions politiques réelles — bien au-delà de ce que les traités et les constitutions semblent leur accorder.

Ce sujet dépasse les limites de ce chapitre. Il mérite — et a reçu — un traitement complet dans la série *De l'or au code* (Tome 1 — [amazon.fr/dp/B0GR1G35J8](https://amazon.fr/dp/B0GR1G35J8) et Tome 2 — [amazon.fr/dp/B0GQ4VL8K9](https://amazon.fr/dp/B0GQ4VL8K9)), qui retrace l'histoire de la monnaie depuis l'étalon-or jusqu'aux cryptomonnaies et aux monnaies numériques de banque centrale.

Ce qu'il faut retenir ici : les mécanismes financiers que ce chapitre cherche à corriger — spéculation, évasion fiscale, dette perpétuelle — ne sont pas des dysfonctionnements d'un système sain. Ils sont les produits logiques d'un système dont l'architecture même mérite d'être comprise avant d'être jugée.

---

# La permaculture — Reprendre le contrôle de ce qu'on mange

## La leçon russe — ce que la résilience nationale enseigne à l'individu

---

En 2022, l'Occident a imposé à la Russie le paquet de sanctions économiques le plus massif jamais appliqué à une grande puissance. Exclusion du système SWIFT. Gel des réserves en devises étrangères. Embargo sur les technologies avancées. Interdictions d'importation et d'exportation sur des centaines de produits.

L'objectif déclaré était l'effondrement de l'économie russe en quelques semaines.

Ce n'est pas ce qui s'est passé.

La Russie n'a pas déclaré la guerre au système financier occidental. Elle n'a pas tenté de briser l'embargo par la force. Elle a fait quelque chose de plus difficile et de plus durable : elle a construit son autonomie.

Remplacement des importations technologiques par des filières nationales. Réorientation des flux commerciaux vers l'Asie, le Moyen-Orient, l'Afrique. Développement accéléré des paiements en monnaies locales pour contourner le dollar. Relocalisation de productions alimentaires et industrielles qui avaient été externalisées pendant les décennies d'ouverture.

Le résultat n'est pas un paradis économique. Les coûts ont été réels, les adaptations douloureuses. Mais l'économie russe n'a pas implosé. Elle a muté — et dans sa mutation, elle a développé des capacités qu'elle n'avait pas.

Ce n'est pas une leçon de géopolitique. C'est une leçon de méthode.

Face à un système qui cherche à vous contraindre, la guerre frontale est rarement l'option la plus efficace. L'autonomie l'est.

Et cette leçon s'applique à n'importe quelle échelle — nationale, communautaire, individuelle.

---

## L'individu face au système

---

Un être humain soumis à une économie qui l'épuise, à une dette qui le fixe, à une chaîne alimentaire qu'il ne contrôle pas — cet individu est sous sanctions.

Pas les mêmes sanctions. Pas les mêmes acteurs. La même logique.

Et la réponse individuelle est symétrique à la réponse nationale : pas la guerre frontale contre le système. L'autonomie progressive, secteur par secteur.

Le désendettement libère du temps. La résilience alimentaire réduit la dépendance. La sobriété choisie diminue le besoin de revenus — et donc la servitude au travail contraint.

Ce n'est pas un retrait du monde. C'est une reconstruction de la marge de manœuvre — la condition préalable à tout engagement politique réel.

Un homme libre de sa nourriture est moins gouvernable qu'un homme qui dépend du supermarché.

---

Il y a un angle que les débats politiques évitent systématiquement.

Pas parce qu'il est insignifiant. Parce qu'il est trop concret, trop pratique, trop accessible — et donc trop dangereux pour un système qui préfère des citoyens dépendants.

La question de la nourriture.

---

## La dépendance alimentaire comme architecture de contrôle

---

Un être humain a besoin de manger trois fois par jour. Chaque jour. Sans exception.

Cette nécessité biologique absolue est devenue, dans nos sociétés modernes, un mécanisme de contrôle d'une efficacité remarquable.

La quasi-totalité des habitants des pays développés dépend, pour se nourrir, d'une chaîne alimentaire qu'ils ne contrôlent pas. Des semences industrielles. Des intrants chimiques. Des circuits de distribution contrôlés par une poignée de géants de la grande distribution. Des prix fixés par des marchés financiers sur lesquels ils n'ont aucune prise.

Coupez la chaîne — une épidémie, une guerre, une crise logistique — et les rayons se vident en trois jours. Les études de résilience des chaînes d'approvisionnement le documentent systématiquement : la plupart des grandes villes occidentales n'ont pas plus de 72 heures de stocks alimentaires accessibles.

Ce n'est pas une théorie de la catastrophe. C'est une réalité logistique que les gouvernements connaissent et que personne n'a structurellement résolu.

---

## Ce qu'est la permaculture

---

La permaculture n'est pas du jardinage de loisir.

Le terme, inventé par Bill Mollison et David Holmgren en Australie dans les années 1970, est une contraction de *permanent agriculture* — ou, dans son acception plus large, *permanent culture*. C'est une méthode de conception de systèmes humains inspirée des écosystèmes naturels.

Ses trois principes fondateurs :

*Prendre soin de la terre.* Les sols vivants sont une infrastructure. Ils produisent de la nourriture, stockent du carbone, filtrent l'eau. Les dégrader, c'est détruire du capital qui ne se reconstruit qu'en décennies.

*Prendre soin des gens.* Un système alimentaire qui nourrit une communauté entière — pas seulement ceux qui ont les moyens de payer — est un système plus robuste qu'un système optimisé pour le profit.

*Partager équitablement.* Les surplus se redistribuent. Ce qui dépasse le besoin immédiat sert à construire plus de résilience.

Ces principes ne sont pas abstraits. Ils se traduisent en techniques concrètes : jardins en mandala, forêts-jardins, récupération des eaux de pluie, compostage, associations de cultures, haies vives, semences paysannes.

---

## Ce que la permaculture change politiquement

---

La permaculture est subversive — pas parce qu'elle prêche la révolution, mais parce qu'elle propose quelque chose de bien plus efficace : l'autonomie partielle.

Une famille qui produit 30% de ses besoins alimentaires est moins dépendante. Un quartier qui possède un jardin collectif est moins vulnérable. Une commune qui a reconstitué des réseaux de maraîchage local contrôle une partie de sa sécurité alimentaire.

Chaque degré d'autonomie acquis est un degré de contrôle rendu.

Ce n'est pas une utopie rurale. Les jardins partagés urbains, les AMAP en France, les GASAP en Belgique (Groupes d'Achats Solidaires de l'Agriculture Paysanne), les coopératives alimentaires existent dans des villes de toutes tailles.

En Belgique, le réseau des GASAP est particulièrement actif en Wallonie et à Bruxelles — des centaines de groupes de consommateurs liés directement à des producteurs locaux, sans intermédiaire de distribution, avec une transparence totale sur les pratiques agricoles. C'est du circuit court structuré, non subventionné, qui fonctionne sur la confiance directe entre producteur et consommateur.

La maison semencière **Semailles**, basée à Faulx-les-Tombes en province de Namur, maintient l'un des catalogues de variétés anciennes les plus importants d'Europe francophone — plusieurs centaines de variétés potagères et céréalières que le catalogue officiel a exclues. Elle représente en miniature ce que devrait être une politique semencière nationale : la conservation de ce qui a été effacé, accessible à quiconque veut cultiver autrement. Ils montrent qu'il est possible de reconstruire des circuits courts, de reconnaître les agriculteurs qui produisent différemment, de réintégrer la question alimentaire dans l'espace politique local.

---

## **Le catalogue officiel — le verrou réglementaire sur les semences**

---

Avant de parler de semences paysannes, il faut comprendre le mécanisme qui les a rendues illégales.

La directive européenne **2002/55/CE** pose une règle simple et absolue : aucune semence ne peut être mise sur le marché commercial en Europe si la variété n'est pas inscrite au catalogue officiel des espèces et variétés. Pour être inscrite, une variété doit satisfaire aux critères **DUS** — Distinction, Uniformité, Stabilité — plus une valeur agronomique validée.

Ces critères ont été conçus pour les semences industrielles. Une variété paysanne développée sur un terroir pendant des générations est par définition non uniforme et non stable — elle évolue avec son milieu, avec le sol, avec le climat local. C'est précisément ce qui la rend précieuse agronomiquement. C'est précisément ce qui l'exclut du catalogue.

En 2012, l'association **Kokopelli** — qui vendait des semences de variétés anciennes non inscrites — a été poursuivie par un concurrent industriel pour concurrence déloyale, condamnée à plusieurs reprises par les tribunaux français, et la Cour de Justice de l'Union Européenne a validé la législation en sa défaveur.

Le résultat est éloquent : une réglementation conçue pour l'industrie a été retournée comme arme contre ceux qui tentaient de préserver la biodiversité que cette industrie avait éliminée.

**La concentration qui en résulte** est documentée. Quatre groupes — Bayer (ex-Monsanto), Syngenta, Corteva, BASF — contrôlent 60% du marché mondial des semences. Le modèle économique est fermé : semences résistantes à un herbicide dont ils sont également producteurs. L'agriculteur est enfermé dans une dépendance renouvelée chaque saison, légalement protégée par les droits des obtenteurs.

La FAO a mesuré le résultat : **75% de la diversité génétique mondiale des cultures a disparu entre 1900 et 2000**. En un siècle. Pas par accident. Par conception réglementaire et économique.

---

## Les semences paysannes — la bataille oubliée

---

Il y a un combat qui se joue en dehors des radars de l'opinion publique.

Depuis plusieurs décennies, les grandes entreprises semencières ont progressivement remplacé les semences traditionnelles — reproductibles, adaptées aux terroirs, appartenant au patrimoine commun — par des semences hybrides et, plus récemment, par des organismes génétiquement modifiés brevetés.

Le résultat : un agriculteur qui utilise ces semences ne peut pas ressemer sa récolte. Il doit racheter ses semences chaque année à la même entreprise. Sa dépendance est structurelle, contractuelle, économique.

Les banques de semences paysannes — réseaux de conservation et d'échange de semences traditionnelles — sont une réponse directe à cette privatisation du vivant. Elles maintiennent vivante une biodiversité cultivée que les semences industrielles font disparaître. Elles reconstituent une souveraineté.

La même logique s'applique aux races animales, aux savoir-faire agronomiques, aux pratiques de transformation alimentaire traditionnelles — tout ce que l'industrialisation a standardisé, simplifié, et soumis au contrôle de quelques acteurs dominants.

---

## **La politique commerciale comme outil de destruction de l'agriculture locale**

---

Il y a un mécanisme que les débats sur l'alimentation ignorent presque systématiquement.

Parce qu'il n'est pas dans les rayons des supermarchés. Il est dans les couloirs de Bruxelles.

En 2019, la Commission européenne a finalisé après vingt ans de négociation le traité de libre-échange avec le Mercosur — le bloc commercial réunissant le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay. Le texte ouvre le marché européen à des quotas massifs de bœuf sud-américain, de volaille, de sucre, de soja et d'éthanol.

Ce que le texte ne dit pas explicitement, mais que les études d'impact commandées par la Commission elle-même confirment : ces produits sont cultivés avec des pratiques interdites en Europe. Le bœuf brésilien est produit avec des hormones de croissance dont l'usage est illégal pour les éleveurs européens depuis 1989. La volaille argentine est traitée au chlore — interdit en Europe. Les cultures de soja brésilien sont massivement arrosées d'atrazine, d'endosulfan et d'autres pesticides dont l'utilisation est prohibée sur le sol européen.

La règle est simple et absurde : **il est interdit de produire avec ces substances en Europe. Il est permis d'importer ce qui a été produit avec ces substances hors d'Europe.**

L'agriculteur français joue avec des règles. L'importateur brésilien joue sans. Le consommateur européen mange le résultat des deux.

### **Pourquoi ce traité a-t-il été signé ?**

Pas pour les consommateurs européens. Pas pour les agriculteurs européens. Pour les exportateurs industriels européens — et notamment pour l'industrie automobile allemande, dont les véhicules accèdent en échange à un marché de 260 millions de consommateurs sud-américains avec des droits de douane réduits.

Des voitures allemandes contre du bœuf aux hormones brésilien.

C'est l'équation. Elle est documentée. Elle est dans le texte du traité. Elle est défendue par les lobbies industriels qui pèsent infiniment plus dans les couloirs de Bruxelles que les syndicats agricoles.

L'agriculture européenne — et particulièrement l'agriculture artisanale française, dont les contraintes réglementaires sont parmi les plus strictes au monde — est le sacrifice consenti sur l'autel de la compétitivité industrielle.

Ce n'est pas une théorie du complot.

C'est de la politique commerciale ordinaire.

### **Les conséquences sont prévisibles et documentées.**

Les petites exploitations agricoles disparaissent. En France, le nombre d'exploitations agricoles a été divisé par quatre en cinquante ans — de 1,6 million en 1970 à moins de 390 000 en 2020. Ce mouvement ne s'arrête pas : les projections estiment qu'un tiers des exploitations restantes disparaîtront d'ici 2035.

Ce qui les remplace : soit des exploitations industrielles de grande taille, compétitives sur les prix et non sur la qualité, soit des friches rachetées par des fonds d'investissement qui agricolisent pour les subventions européennes sans nourrir localement.

Ce qui disparaît avec elles : des sols vivants entretenus sur des générations, des savoir-faire agronomiques qui ne s'enseignent pas dans les écoles d'ingénieurs, des variétés locales adaptées aux terroirs, des circuits courts qui permettaient à une région de se nourrir partiellement elle-même.

### **La malbouffe comme conséquence politique.**

Quand l'agriculture locale disparaît, elle est remplacée par l'importation industrielle et l'ultra-transformation.

Le consommateur n'a plus accès à des produits locaux de qualité à prix accessible — parce que l'agriculture qui les produisait a été éliminée par une concurrence déloyale organisée au niveau des traités commerciaux. Il se retrouve face à un choix binaire : les produits biologiques et locaux, devenus des produits de niche chers, ou les produits industriels importés, bon marché et nutritionnellement appauvris.

Ce n'est pas un problème de préférences individuelles. C'est le résultat d'une politique.

La malbouffe n'est pas une fatalité culturelle. C'est une architecture construite — par des décisions commerciales, des politiques agricoles, des subventions orientées et des traités négociés loin des regards.

Et cette architecture produit mécaniquement des populations en mauvaise santé, dépendantes du système médical, moins capables de résistance politique.

Un peuple mal nourri est un peuple gouvernable.

Ce n'est peut-être pas le but affiché de la politique commerciale européenne.

C'est son résultat.

---

## L'échelle collective

---

La résilience alimentaire ne se construit pas seulement à l'échelle individuelle ou familiale.

Elle se construit à l'échelle des communes, des régions, des nations.

Cela suppose des politiques agricoles qui valorisent la diversité plutôt que la monoculture d'exportation. Des zonages qui protègent les terres agricoles périurbaines plutôt que de les sacrifier à l'étalement résidentiel. Des cahiers des charges pour la restauration collective — les cantines scolaires, les hôpitaux, les administrations — qui favorisent les circuits courts et les producteurs locaux.

Ces politiques existent déjà, dans des fragments épars, dans différents pays et régions. Elles ne manquent pas de modèles. Elles manquent de volonté politique et, souvent, de contre-pression citoyenne suffisante pour résister au lobbying des industries alimentaires industrielles.

C'est là que le lien entre résilience alimentaire et démocratie directe devient visible.

Un RIC qui permette aux citoyens d'imposer des règles d'étiquetage, de protection des terres agricoles, d'interdiction des semences brevetées — c'est un RIC qui s'applique directement à la question alimentaire. Ce ne sont pas des sujets séparés. Ils sont liés par la même logique : qui décide de ce que vous mangez ?

---

## Ce qui se reconstruit déjà

---

Il faut éviter deux erreurs symétriques.

La première : croire que le système industriel alimentaire est indestructible et que rien ne peut changer. La seconde : croire qu'un effondrement brutal est nécessaire pour que quelque chose de meilleur émerge.

La réalité est plus lente, plus discrète — et plus solide.

Depuis une quinzaine d'années, un tissu économique alternatif se reconstruit dans les interstices du système dominant. Pas en dehors de l'économie. Dans l'économie — mais avec des règles différentes.

**Les fromageries artisanales et fermières** connaissent un regain notable en France, en Belgique et en Suisse. Non pas comme curiosité patrimoniale, mais comme modèle économique viable. Des jeunes agriculteurs reprennent des fermes en difficulté et choisissent la transformation à la ferme — lait cru, affinage, vente directe — plutôt que la livraison à la laiterie industrielle qui paye le litre à perte. La valeur ajoutée reste sur l'exploitation. La relation avec le consommateur est directe.

**Les boulangers au levain naturel** — longtemps marginalisés par l'industrie de la boulangerie rapide et ses améliorants chimiques — représentent aujourd'hui un marché en croissance dans toutes les grandes villes. Ce n'est pas de la nostalgie. C'est de la biochimie : la fermentation longue prédigère le gluten, abaisse l'index glycémique, développe des arômes qu'aucun additif ne reproduit. Les consommateurs qui ont appris à distinguer le pain vivant du pain-mousse industriel ne reviennent pas en arrière.

**Les coopératives de producteurs** — structures où les agriculteurs sont propriétaires des outils de transformation et de distribution — retrouvent de l'attractivité face à la dépendance aux coopératives géantes (qui sont souvent devenues de simples filiales du système industriel). Les SCOP et SCIC alimentaires permettent à des producteurs de taille moyenne de mutualiser les investissements en transformation, de partager les risques de marché, et de construire une marque collective sans passer sous le giron d'un distributeur qui dictera les prix.

**La vente directe à la ferme et les marchés paysans** reconstituent un lien que la grande distribution avait coupé : la relation nominale entre un consommateur et celui qui produit sa nourriture. Quand vous achetez vos légumes à la même personne depuis trois ans, vous connaissez ses pratiques, son sol, ses difficultés de saison. Cette connaissance est une forme d'assurance qualité que nul label ne peut remplacer.

**Les labels paysans** — distincts des labels biologiques officiels, souvent plus exigeants et moins bureaucratisés — se multiplient à l'initiative des producteurs eux-mêmes. Nature & Progrès, Demeter, Bio Cohérence en France, Biowallonie et ses cahiers des charges stricts en Belgique : des certifications qui refusent les dérogations industrielles que le label AB européen a progressivement intégrées sous pression des lobbies.

---

Ce mouvement est encore minoritaire en volume. Il représente une fraction du marché alimentaire total. Mais il est structurellement robuste pour une raison simple : il ne dépend pas des mêmes ressources que le système industriel.

Il ne dépend pas du pétrole bon marché pour les engrais de synthèse et le transport longue distance. Il ne dépend pas de la dette à taux bas pour financer des équipements agricoles démesurés. Il ne dépend pas de travailleurs sous-payés dans des pays à réglementation sociale faible. Il ne dépend pas d'un consommateur anesthésié qui accepte n'importe quoi du moment que c'est bon marché.

Quand ces conditions changent — et elles changent — le modèle industriel devient fragile. Le modèle artisanal et coopératif, lui, avait déjà intégré la contrainte.

Ce n'est pas une victoire encore. C'est une semence.

---

## La chute

---

Il y a une phrase qui circule dans les milieux de la souveraineté alimentaire.

*Contrôle la nourriture et tu contrôles le peuple.*

On l'attribue à diverses sources — peu importe l'attribution. Ce qui importe, c'est qu'elle est vraie.

L'inverse l'est tout autant.

Reprends le contrôle de ce que tu manges — partiellement, progressivement, collectivement — et tu reprends une part de ta liberté.

Pas toute. Une part.

Mais c'est ainsi que les choses se construisent.

Une part à la fois.

---

# Le tirage au sort — Une idée ancienne revenue par la porte de service

En 2016, l'Irlande avait un problème.

Deux questions politiquement impossibles bloquaient depuis des années toute réforme constitutionnelle : l'avortement et le mariage homosexuel. Trop clivantes pour les partis. Trop risquées pour les élus. Trop sensibles pour un référendum direct sans préparation.

La solution trouvée n'était pas de les éviter. C'était de les confier à une assemblée de 99 citoyens tirés au sort.

Pas des politiciens. Pas des experts. Des gens ordinaires — un agriculteur, une infirmière, un plombier, une enseignante, un retraité, une étudiante. Représentatifs de la société irlandaise par leur diversité, pas par leur expertise.

Ils ont passé des mois à étudier les sujets, à entendre des experts contradictoires, à délibérer entre eux. Puis à recommander.

Sur l'avortement, ils ont recommandé la légalisation. Le référendum qui a suivi a approuvé la réforme à 66%. Sur le mariage homosexuel, même résultat — 62% en faveur.

Deux réformes qu'aucun parti n'avait osé porter. Traitées en moins de deux ans par des citoyens ordinaires.

---

## Pourquoi ça fonctionne

---

L'élection sélectionne un profil très particulier.

Elle sélectionne ceux qui veulent le pouvoir — assez pour passer des années à le chercher. Ceux qui sont prêts à simplifier, à promettre, à séduire une majorité. Ceux qui ont les réseaux, les financements, la résistance aux compromissions — ou une tolérance suffisante pour les accepter.

Ce profil a des qualités. Il a aussi un biais systématique : il sélectionne exactement les individus pour qui le maintien au pouvoir devient, à terme, l'objectif principal.

Le tirage au sort sélectionne n'importe qui. Ce n'est pas du hasard — c'est une architecture délibérée pour éviter ce biais.

Un citoyen tiré au sort n'a pas de mandat à renouveler. Pas d'électeurs à séduire. Pas de parti dont il dépend. Pas de carrière politique à ménager. Il peut changer d'avis sans que cela lui coûte sa réélection. Il peut dire des choses compliquées sans les habiller pour la communication électorale.

Il est, structurellement, plus libre.

---

Élection vs tirage au sort — biais de sélection

Élection vs tirage au sort — biais de sélection

## Ce qui existe déjà

---

L'Irlande n'est pas une exception.

**La Belgique** — à domicile — a été pionnière. Le G1000, en 2011, a réuni 1000 citoyens tirés au sort pour délibérer sur les grandes questions politiques dans un pays bloqué depuis 541 jours sans gouvernement. L'expérience a produit des recommandations de qualité supérieure à celles des partis bloqués par leurs intérêts électoraux.

Depuis 2019, le parlement bruxellois intègre un panel citoyen permanent tiré au sort dans son processus législatif. L’Ostbelgien (communauté germanophone de Belgique) a instauré en 2019 un Conseil citoyen permanent — 24 membres tirés au sort, renouvelés par tiers, capables de saisir le parlement sur n’importe quel sujet.

**La France** a expérimenté la Convention Citoyenne pour le Climat en 2019-2020. 150 citoyens tirés au sort, 9 mois de travail, 149 propositions sur la transition écologique. Le gouvernement n’a retenu qu’une fraction des recommandations — ce qui illustre à la fois la pertinence du dispositif et sa limite principale : sans mécanisme contraignant, une assemblée citoyenne reste consultative.

**L’Islande** avait essayé de confier la rédaction d’une nouvelle constitution à une assemblée de 25 citoyens tirés au sort. Le Parlement n’a pas ratifié le résultat — un rappel que le tirage au sort ne résout pas le problème du verrou final.

---

## Les limites — en face

---

Le tirage au sort n’est pas une solution magique.

Première limite : la compétence. Un citoyen tiré au sort sur une question technique — fiscalité internationale, réforme du système de santé, accord commercial — doit apprendre vite. Cela prend du temps, coûte de l’argent, et exige un processus sérieux d’information contradictoire. Mal organisé, cela produit des recommandations manipulables par ceux qui contrôlent l’information fournie à l’assemblée.

Deuxième limite : la représentativité. Tirer 150 personnes au sort ne garantit pas une représentation parfaite de toutes les minorités, de toutes les opinions, de toutes les expériences. Le hasard peut produire des déséquilibres.

Troisième limite : l'absence de légitimité électorale. Dans nos systèmes, la légitimité politique est construite sur l'élection. Une assemblée non élue qui prend des décisions contraignantes soulève des questions constitutionnelles réelles.

Ces limites ne réfutent pas l'outil. Elles définissent le cadre dans lequel il fonctionne.

Le tirage au sort ne remplace pas l'élection. Il la complète — en créant un contre-pouvoir délibératif qui échappe aux biais de la compétition électorale.

---

## L'application concrète

---

Ce qui fonctionne dans les expériences réussies partage des caractéristiques communes.

Une question délimitée — pas “comment améliorer la démocratie” mais “quelle devrait être la politique énergétique de notre pays à l'horizon 2040”.

Un processus d'information contradictoire — les citoyens entendent des experts aux positions opposées, pas un panel présélectionné.

Un résultat contraignant — ou du moins une obligation de réponse formelle du parlement, point par point.

Une durée suffisante — plusieurs mois, pas un week-end.

Et une rémunération décente des participants — parce que demander à des citoyens ordinaires de s'investir des mois dans un travail d'intérêt général sans les rémunérer est à la fois injuste et disqualifiant pour ceux qui n'ont pas les moyens de se libérer.

---

Athènes n'avait pas tort.

Elle avait simplement deux millénaires d'avance — et pas les outils logistiques pour faire fonctionner le tirage au sort à l'échelle d'un État moderne.

Ces outils existent maintenant.

La question n'est plus de savoir si c'est possible. C'est de savoir si les institutions qui bénéficient du système actuel ont intérêt à le laisser s'installer.

La réponse, vous la connaissez déjà.

---

# La résilience numérique — Reprendre le contrôle de son attention

Il y a une asymétrie que personne ne vous a expliquée.

Quand vous ouvrez Facebook, Twitter/X, TikTok ou YouTube — vous croyez utiliser un outil. En réalité, vous êtes le produit. Votre attention est vendue à des annonceurs. Et pour maximiser le prix de vente de cette attention, ces plateformes ont construit les systèmes les plus sophistiqués qui aient jamais existé pour capturer et retenir votre cerveau le plus longtemps possible.

Ce ne sont pas des outils de communication. Ce sont des casinos.

---

## L'architecture de la dépendance

---

Les algorithmes de recommandation ne sont pas conçus pour vous informer. Ils sont conçus pour maximiser le temps passé sur la plateforme.

Ce sont deux objectifs très différents.

Un contenu qui vous informe utilement peut se consommer en deux minutes et vous libérer. Un contenu qui déclenche une émotion forte — indignation, peur, désir, outrage — vous retient. Vous commentez. Vous partagez. Vous revenez voir les réactions. Le cycle recommence.

L'algorithme a appris, sur des milliards d'utilisateurs, que le contenu émotionnellement chargé retient plus que le contenu informatif. Il en produit donc plus — ou plutôt, il le sélectionne et l'amplifie dans vos fils.

Le résultat prévisible : les opinions extrêmes, les conflits, les scandales, les théories complotistes — tout ce qui déclenche une réaction émotionnelle forte — sont surreprésentés par rapport à leur poids réel dans la société. Ce que vous voyez sur ces plateformes n'est pas un reflet du monde. C'est un monde filtré pour maximiser votre indignation.

Vous ne voyez pas ce qui existe. Vous voyez ce qui vous retient.

---

## La concentration

---

Cinq entreprises contrôlent l'essentiel de l'infrastructure numérique mondiale.

Google gère 92% des recherches mondiales. Son moteur de recherche est le premier filtre entre vous et l'information. Ce qu'il ne référence pas, vous ne le trouverez probablement pas.

Meta (Facebook, Instagram, WhatsApp) contrôle les relations sociales de 3 milliards de personnes. Les groupes familiaux, les associations locales, les événements communautaires — tout passe par une infrastructure privée, américaine, dont les règles changent sans concertation et dont les algorithmes sont opaques.

Amazon héberge une part massive des services numériques mondiaux via AWS. Microsoft contrôle l'espace professionnel. Apple contrôle la distribution d'applications sur iOS — avec le droit de supprimer ce qui dérange.

Cette concentration a une conséquence directe sur la liberté d'expression et d'information : une décision d'une de ces entreprises peut rendre invisible un média, fermer un compte, supprimer une application — sans recours effectif, sans délai, sans transparence.

Ce n'est pas un risque théorique. Cela s'est produit à de nombreuses reprises, sur des sujets politiquement sensibles — parfois à tort, parfois à raison, toujours de manière opaque.

---

## **L'hygiène numérique — ce qui change concrètement**

---

La résilience numérique n'est pas de la paranoïa. C'est une série de choix simples qui réduisent la dépendance aux infrastructures dont les intérêts divergent des vôtres.

### **Pour s'informer sans algorithme**

Les flux RSS permettent de suivre des sources choisies par vous, dans l'ordre chronologique, sans recommandation algorithmique. Un agrégateur RSS (Feedly, FreshRSS en auto-hébergement) affiche exactement ce que vous avez choisi de suivre — ni plus, ni moins. C'est la technologie de l'internet d'avant les plateformes. Elle fonctionne toujours.

Les newsletters directes — abonnements par email à des auteurs ou médias — court-circuitent les plateformes. L'information arrive dans votre boîte, pas dans un fil filtré.

### **Pour communiquer sans surveillance**

Signal est chiffré de bout en bout, open source, financé par une fondation à but non lucratif. Il remplace WhatsApp pour les conversations dont vous souhaitez qu'elles restent privées. La différence technique est simple : avec Signal, seuls vous et votre interlocuteur pouvez lire vos messages. Avec WhatsApp, Meta peut les lire — et le fait, selon les conditions d'utilisation.

Pour l'email, ProtonMail (Suisse) et Tutanota (Allemagne) offrent du chiffrement de bout en bout. Moins pratiques que Gmail. Plus privés.

### **Pour chercher sans être profilé**

DuckDuckGo et Brave Search ne construisent pas de profil publicitaire sur vos recherches. Les résultats sont différents — parfois moins précis, parfois moins orientés. L'exercice de comparer les résultats de Google et DuckDuckGo sur un sujet politique sensible est instructif.

### **Pour les navigateurs**

Firefox avec uBlock Origin (bloqueur de publicité et de traceurs) réduit significativement le tracking. Brave bloque par défaut publicités et traceurs.

---

## **Ce que ça ne résout pas**

---

La résilience numérique individuelle a des limites réelles.

Elle ne change pas l'architecture systémique. Si votre famille utilise WhatsApp et vos collègues Google Workspace, vous ne pouvez pas les forcer à migrer. L'effet réseau est réel — la valeur d'un outil de communication dépend du nombre de personnes qui l'utilisent.

Elle ne supprime pas la nécessité d'une régulation. Les outils alternatifs existent. Ils restent minoritaires parce que les plateformes dominantes ont des effets de réseau insurmontables pour un utilisateur seul. La régulation publique — interopérabilité obligatoire, portabilité des données, démantèlement des monopoles — est le levier structurel que les choix individuels ne peuvent pas remplacer.

Elle ne protège pas contre la surveillance de masse des États. Signal protège de Meta. Il ne protège pas de la NSA ou du GCHQ. Pour ce niveau de protection, les outils existent (Tor, Tails) mais leur usage est réservé à des contextes spécifiques — journalistes, activistes dans des régimes répressifs.

---

## Le principe

---

La résilience numérique suit la même logique que la résilience financière ou alimentaire.

Pas l'autarcie. Pas le refus total. La diversification et la réduction de la dépendance aux acteurs dont les intérêts divergent des vôtres.

Vous n'avez pas besoin de quitter toutes les plateformes. Vous avez besoin de ne pas en dépendre pour l'essentiel.

Ne pas dépendre de Google pour toute votre information. Ne pas dépendre de Meta pour toutes vos relations sociales. Ne pas dépendre d'Amazon pour tous vos achats. Ne pas dépendre d'Apple ou Google pour toutes vos communications.

La dépendance totale à un acteur dont les intérêts sont divergents des vôtres, c'est un verrou.

Comme tous les verrous, il se desserre progressivement.

---

# La capture réglementaire — Quand le gardien travaille pour le loup

Il existe une faille structurelle dans tous les systèmes de régulation.

Elle n'est pas cachée. Elle est documentée, étudiée, nommée depuis des décennies. Elle s'appelle la capture réglementaire — regulatory capture en anglais — et elle explique pourquoi les institutions censées protéger le public finissent si souvent par protéger ceux qu'elles sont censées surveiller.

---

## Le mécanisme

---

Le principe est simple.

Une agence de régulation est créée pour surveiller un secteur. Elle recrute ses experts parmi les gens qui connaissent ce secteur — c'est-à-dire, souvent, les gens qui en viennent. Au bout de quelques années, les régulateurs sont des anciens employés des entreprises régulées. Les dirigeants des entreprises régulées sont d'anciens régulateurs. Les cabinets de lobbying qui conseillent les entreprises sont peuplés d'anciens fonctionnaires qui connaissent les rouages de l'institution de l'intérieur.

Ce mouvement perpétuel entre le secteur privé et le secteur public s'appelle la porte tournante — revolving door.

Il n'est pas illégal dans la plupart des pays. Il n'est presque jamais présenté comme un problème structurel. Il est simplement la façon dont les choses fonctionnent.

---

## Trois secteurs, même schéma

---

### **La finance.**

Goldman Sachs est parfois surnommée “Government Sachs” dans la presse américaine — non par ironie, mais par précision. Robert Rubin : secrétaire au Trésor sous Clinton, ancien codirecteur général de Goldman Sachs. Henry Paulson : secrétaire au Trésor sous Bush, ancien PDG de Goldman Sachs. Gary Cohn : directeur du Conseil économique national sous Trump, ancien président de Goldman Sachs. Mario Draghi : président de la Banque centrale européenne de 2011 à 2019, ancien vice-président de Goldman Sachs pour l’Europe.

Ces hommes ne sont pas nécessairement corrompus au sens pénal du terme. Ils ont des convictions, une vision du monde, une conception de ce qu’est une politique économique saine — construites au cours de décennies dans un secteur dont les intérêts ne coïncident pas toujours avec ceux du reste de l’économie.

Le problème n’est pas la malveillance. C’est l’angle mort.

### **La pharmacie.**

L’Agence européenne des médicaments (EMA) et la FDA américaine évaluent la sécurité et l’efficacité des médicaments avant leur mise sur le marché. Elles dépendent largement des études fournies par les fabricants eux-mêmes pour prendre leurs décisions. Une part significative de leurs experts scientifiques vient de l’industrie pharmaceutique — ou y retourne après leur passage à l’agence.

Le résultat est documenté : des médicaments approuvés sur la base d’études insuffisantes, des effets secondaires sous-estimés, des retraits tardifs. Non parce que les experts sont achetés. Parce qu’ils partagent avec l’industrie un cadre de référence — ce qui constitue une preuve suffisante, ce qui mérite un signal d’alarme — forgé dans les mêmes institutions.

## **L'agroalimentaire.**

L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) évalue la sécurité des pesticides, des additifs, des OGM. Des enquêtes journalistiques répétées — notamment celles du Corporate Europe Observatory — ont documenté les conflits d'intérêts au sein de ses comités d'experts : des scientifiques qui ont travaillé pour les entreprises dont ils évaluent les produits, qui continuent à percevoir des honoraires de ces entreprises pendant leur mandat à l'agence, ou qui y retourneront à sa conclusion.

Le glyphosate — classé “probablement cancérogène” par le Centre international de recherche sur le cancer de l'OMS, mais renouvelé à plusieurs reprises par l'EFSA — est le cas qui a le plus exposé ces tensions au grand jour.

---

## **Pourquoi c'est un problème de skin in the game**

---

Le principe identifié au chapitre précédent — skin in the game, celui qui décide doit supporter les conséquences de sa décision — s'applique ici dans sa forme négative.

Le régulateur qui approuve un médicament dangereux ne sera pas atteint par ce médicament. Il obtiendra peut-être un poste bien rémunéré dans l'entreprise dont il a autorisé le produit. Ses incitations réelles pointent dans la direction opposée à la protection du public.

Ce n'est pas une anomalie du système. C'est sa logique normale.

Un système de régulation sans skin in the game produit structurellement de la capture — à des vitesses variables, avec des conséquences variables, mais avec une constance remarquable.

---

## Ce qui existe et ce qui manque

---

Certains pays ont commencé à répondre à ce problème.

La France a instauré une période d'incompatibilité de trois ans entre un poste de régulateur et un emploi dans le secteur régulé — imparfaitement appliquée, mais existante. Les États-Unis ont des règles similaires, également imparfaitement appliquées.

Ce qui manque presque partout :

Un registre public des parcours professionnels des régulateurs — accessible, consultable, mis à jour en temps réel. Pas les déclarations d'intérêts formelles que personne ne lit, mais un historique complet des employeurs, des honoraires, des actions détenues.

Une interdiction effective — et non une période de carence symbolique — d'accéder à des postes dans les secteurs directement régulés pendant une durée significative après la fin du mandat.

Une responsabilité personnelle des régulateurs pour les décisions qui causent un préjudice démontrable — pas pénale dans tous les cas, mais suffisante pour que la décision de regarder ailleurs ait un coût réel.

Ces mécanismes ne sont pas utopiques. Certains existent, à des degrés divers, dans certains pays. Ils sont systématiquement combattus par les secteurs qui ont intérêt à ce que la porte reste tournante.

---

La capture réglementaire n'est pas un défaut de conception.

C'est le résultat prévisible d'un système où ceux qui gardent n'ont aucune raison de garder — et toutes les raisons de laisser entrer.

Le dernier verrou contre la capture réglementaire est le même que contre toutes les autres formes de capture du pouvoir : la transparence des parcours, la rotation sans retour, et des conséquences réelles pour ceux qui trahissent la fonction qu'ils exercent.

---

# L'oligarchie financière — Quand trois entreprises possèdent tout

Il existe une concentration de pouvoir économique sans précédent dans l'histoire humaine.

Elle n'est pas secrète. Elle est cotée en bourse. Elle publie des rapports annuels. Elle donne des conférences à Davos. Et pourtant, elle est presque absente du débat démocratique — parce que sa mécanique est suffisamment complexe pour décourager l'explication, et suffisamment utile aux institutions qu'elle devrait en théorie surveiller.

---

## Les chiffres

---

BlackRock, Vanguard et State Street sont les trois plus grands gestionnaires d'actifs au monde.

Ensemble, ils gèrent environ 20 000 milliards de dollars d'actifs — un chiffre qui dépasse le PIB des États-Unis. Ils sont les premiers ou deuxièmes actionnaires de la quasi-totalité des entreprises du S&P 500 américain, du CAC 40 français, du DAX allemand, et de leurs équivalents sur tous les marchés développés.

Ce n'est pas une coïncidence. C'est le résultat mécanique de la croissance des fonds indiciels passifs — les ETF et fonds qui répliquent automatiquement un indice boursier en achetant toutes les entreprises qui le composent. Quand vous investissez dans un fonds indiciel, votre argent achète une fraction de chaque entreprise de l'indice. BlackRock, Vanguard et State Street gèrent ces fonds à grande échelle.

Le résultat : ils sont actionnaires simultanément de toutes les grandes banques, de tous les grands producteurs d'énergie, de tous les grands groupes pharmaceutiques, de tous les grands médias, de toutes les grandes plateformes numériques.

En même temps. Dans chaque secteur.

---

## **Le problème de la propriété universelle**

---

La théorie économique classique suppose que les actionnaires veulent que leur entreprise batte ses concurrents.

La propriété universelle inverse cette logique.

Si vous êtes actionnaire de toutes les compagnies aériennes à la fois — Air France, Lufthansa, Ryanair, easyJet — vous ne voulez pas que l'une écrase les autres. Vous voulez que le secteur dans son ensemble soit le plus rentable possible. La concurrence entre compagnies, qui fait baisser les prix pour les consommateurs, est contraire à vos intérêts. Vous préférez des prix élevés et des marges confortables pour tous.

Des économistes de l'Université de Chicago ont documenté cet effet dans le secteur aérien américain : les lignes où les quatre grandes compagnies partagent les mêmes actionnaires institutionnels majeurs ont des prix significativement plus élevés que les lignes où elles ne les partagent pas. Pas à cause d'un accord explicite. À cause d'une convergence d'intérêts structurelle.

Ce phénomène — appelé “common ownership” ou propriété commune — a été observé dans les banques, les télécommunications, la pharmacie, la grande distribution. La propriété universelle est un mécanisme de réduction silencieuse de la concurrence réelle — sans entente formelle, sans cartel déclaré, par la simple logique de qui possède quoi.

---

## Larry Fink et le gouvernement par les lettres

---

Chaque année depuis 2012, Larry Fink — PDG de BlackRock — envoie une lettre aux dirigeants des grandes entreprises mondiales.

Ces lettres ne sont pas des suggestions. Elles fixent les priorités que BlackRock, en tant qu'actionnaire majeur de ces entreprises, attend de voir mises en œuvre.

En 2020, la lettre demandait aux entreprises d'intégrer le risque climatique dans leurs décisions stratégiques. En 2021, elle exigeait des plans de transition énergétique mesurables. En 2022, elle portait sur la chaîne d'approvisionnement et la résilience géopolitique. En 2023, sur l'intelligence artificielle et la gouvernance des données.

Ces lettres ne sont pas votées par des parlements. Elles ne sont pas soumises à un référendum. Elles ne sont pas écrites par un gouvernement élu.

Elles sont écrites par le dirigeant d'une entreprise privée qui, en raison du poids financier qu'elle représente, dispose d'un levier d'influence sur l'économie mondiale que la plupart des gouvernements ne possèdent pas.

Il ne s'agit pas nécessairement de malveillance. Larry Fink peut avoir raison sur le climat, sur la gouvernance, sur la transition énergétique. La question n'est pas la justesse des positions. La question est : qui lui a donné ce mandat ? Devant qui rend-il des comptes ? Quels mécanismes permettent de contester ses priorités ?

La réponse est : personne, personne, aucun.

---

## La porte tournante portée à son niveau ultime

---

En mars 2020, au début de la crise COVID, la Réserve fédérale américaine et la Banque centrale européenne ont dû intervenir massivement sur les marchés obligataires pour éviter l’effondrement du système financier.

Pour gérer ces interventions — des rachats d’actifs à plusieurs milliers de milliards — ils ont mandaté BlackRock.

La banque centrale américaine a confié la gestion de son programme de rachat d’obligations d’entreprises à l’entreprise privée qui est elle-même le plus grand propriétaire de ces obligations.

BlackRock achetait, pour le compte de la Fed, des actifs dont elle était actionnaire — en fixant elle-même les conditions d’achat, les prix, les priorités.

Ce conflit d’intérêts a été documenté publiquement. Il a été critiqué par quelques économistes et sénateurs américains. Il n’a pas conduit à un changement de pratique.

C’est la capture réglementaire décrite au chapitre précédent — portée à son degré d’abstraction maximal. Non plus un régulateur sectoriel capturé par une industrie, mais une banque centrale déléguant ses fonctions souveraines à l’acteur privé qu’elle est censée surveiller.

---

## Ce que vous pouvez faire — niveau individuel

---

La réponse individuelle ne résout pas le problème structurel. Mais elle réduit votre contribution au mécanisme.

**Choisir où va votre épargne.** Les fonds indiciels ETF bon marché qui ont explosé depuis dix ans alimentent directement BlackRock, Vanguard et State Street — ce sont eux qui les proposent et les gèrent. Ce n’est pas une

raison de ne pas investir. C'est une raison de diversifier : banques coopératives, fonds d'investissement éthiques à gestion active, coopératives d'épargne locales, financement participatif de projets réels.

**Comprendre ce que vous détenez.** Quand vous avez un contrat d'assurance-vie en unités de compte, un PEA, un plan d'épargne entreprise — regardez dans quoi votre argent est investi. La probabilité qu'il alimente l'un des trois géants est élevée. Ce n'est pas interdit. C'est un choix que vous n'avez peut-être jamais fait consciemment.

**Soutenir les alternatives.** Les banques coopératives (Crédit Mutuel, Crédit Coopératif, NEF) ont un modèle de gouvernance différent — les sociétaires votent, les profits restent dans la structure. Les monnaies locales complémentaires financent l'économie locale sans transiter par les circuits financiers globaux.

---

## Ce que les structures peuvent faire — niveau collectif

---

Les économistes qui ont documenté le problème de la propriété commune proposent plusieurs pistes structurelles.

**La limitation de la propriété transversale.** Interdire à un même fonds de détenir des participations significatives dans plusieurs entreprises concurrentes dans un même secteur. Techniquement réalisable — politiquement résistant, pour des raisons évidentes.

**La réforme du droit de vote.** Actuellement, BlackRock vote aux assemblées générales des entreprises dont il est actionnaire — pour des dizaines de milliers d'entreprises. Ce vote est exercé par une petite équipe de professionnels dont les critères ne sont pas publics. Une réforme possible : obliger les fonds indiciels à transférer le droit de vote à leurs clients finaux — les épargnants ordinaires dont l'argent est investi.

**La transparence obligatoire des mandats.** Quand une banque centrale mandate une entreprise privée pour gérer des interventions de marché, cette entreprise devrait être soumise aux mêmes règles de transparence et de conflit d'intérêts qu'un agent public. Ce n'est pas le cas aujourd'hui.

**La régulation antitrust appliquée à la finance.** Les autorités de la concurrence examinent les fusions entre entreprises concurrentes. Elles n'examinent pas la propriété commune transversale — parce que les outils antitrust ont été conçus avant l'existence des fonds indiciels universels. Les mettre à jour est un projet législatif concret, non une utopie.

---

## **La bourse — l'intention originale et ce qu'elle est devenue**

---

Il y a une question que ce chapitre appelle naturellement.

Le problème commence-t-il quand une entreprise entre en bourse ?

L'intuition est juste. Mais la cible est légèrement décalée.

La bourse, à l'origine, était une idée démocratique. Permettre à n'importe quel citoyen de posséder une fraction d'une entreprise productive — de participer à la création de richesse, pas seulement de la subir. La cotation boursière comme mécanisme de distribution de la propriété. C'est ce qu'elle a été, pendant une période, pour des millions d'épargnants ordinaires.

Ce qui a changé n'est pas la bourse elle-même. C'est qui détient les actions — et comment.

Quand un million d'épargnants individuels achètent chacun des actions d'entreprises différentes, selon leurs convictions et leur analyse, la bourse fonctionne comme prévu : les bonnes entreprises attirent du capital, les mauvaises en perdent. La discipline de marché opère. Les droits de vote sont dispersés.

Quand ces mêmes épargnants confient leur argent à trois fonds indiciels qui achètent mécaniquement tout, sans analyser, sans discriminer, sans exercer de jugement — la discipline de marché disparaît, et les droits de vote se concentrent chez trois gestionnaires qui ne vous ont jamais demandé votre avis.

Le problème n'est donc pas l'entrée en bourse. C'est la combinaison : cotation + fonds indiciels passifs + concentration de ces fonds + absence de régulation adaptée.

---

### **Les entreprises qui ont choisi de garder le verrou**

Certaines entreprises ont délibérément refusé cette logique — ou s'en sont extraites.

Patagonia n'est pas entrée en bourse. En 2022, son fondateur Yvon Chouinard a fait plus : il a transféré la totalité de la propriété de l'entreprise à une fondation environnementale et à une structure fiduciaire. Patagonia ne peut plus être vendue à des actionnaires ordinaires. Ses profits futurs iront à la lutte contre le changement climatique. Pour toujours — structurellement, pas par promesse.

IKEA appartient à une fondation néerlandaise depuis 1982. Ingvar Kamprad a construit cette structure précisément pour empêcher que l'entreprise soit un jour fragmentée, vendue, ou soumise aux exigences de rentabilité trimestrielle d'actionnaires externes.

Cargill, l'un des plus grands groupes agroalimentaires mondiaux, est resté privé depuis 1865 — propriété de la famille fondatrice et de ses employés. Pas d'actionnaires institutionnels. Pas de pression boursière. Pas de Larry Fink.

Ces exemples ne sont pas des modèles parfaits — les entreprises familiales ont leurs propres problèmes de succession et de gouvernance. Mais ils démontrent qu’une alternative structurelle existe : le verrou de propriété. Décider, au moment où on en a encore le choix, que l’entreprise n’appartiendra pas aux marchés.

---

### **Les modèles intermédiaires**

Entre la cotation boursière totale et la propriété familiale fermée, des structures hybrides existent.

Les coopératives — Mondragon en Espagne, REI aux États-Unis, Crédit Mutuel en France — appartiennent à leurs membres ou employés. Les profits restent dans la structure. Les décisions stratégiques sont prises par des gens qui vivront avec les conséquences.

Les sociétés à mission — statut légal existant en France depuis 2019, aux États-Unis sous forme de Benefit Corporation — inscrivent dans les statuts des objectifs sociaux ou environnementaux qui ne peuvent pas être sacrifiés au profit. Danone a tenté cette voie, avant qu’un groupe d’actionnaires activistes force l’éviction du PDG qui l’avait initiée.

L’échec de Danone est instructif. Une société à mission cotée en bourse reste vulnérable — parce que des actionnaires suffisamment puissants peuvent toujours forcer un changement de direction. Le verrou de mission sans verrou de propriété est fragile.

La leçon est la même que pour les institutions politiques : les bonnes intentions ne suffisent pas. Ce sont les structures qui tiennent — ou pas.

---

### **Pourquoi ça n’est pas une théorie du complot**

---

Il faut nommer l’objection, parce qu’elle sera soulevée.

BlackRock n'a pas planifié de dominer le monde. Vanguard est une coopérative appartenant à ses clients — son modèle est probablement le moins malveillant du secteur. Larry Fink n'est pas un personnage de film de science-fiction.

Ce qui s'est produit est le résultat de trois décisions parfaitement légales et rationnelles, prises indépendamment :

La déréglementation financière des années 1980-2000 a permis la croissance sans contrainte des gestionnaires d'actifs.

L'invention des fonds indiciels passifs à bas coût a été une innovation réelle, utile à des millions d'épargnants ordinaires.

L'accumulation des capitaux mondiaux vers ces fonds a suivi une logique de marché : les fonds les moins chers et les plus diversifiés attirent plus d'argent.

Chaque étape était rationnelle. L'ensemble produit une concentration de propriété et d'influence que personne n'a explicitement choisie — et que les mécanismes démocratiques existants n'ont pas été conçus pour réguler.

C'est le même schéma que la machine à broyer décrite en introduction. Pas de méchants. Des rouages. Et un résultat structurellement problématique pour la démocratie réelle.

---

Le dernier verrou contre la propriété universelle n'est pas différent du dernier verrou contre toutes les autres formes de concentration du pouvoir.

C'est la lucidité — savoir ce que vous regardez quand vous regardez votre relevé de compte, votre fonds de pension, votre assurance-vie.

Et la décision, une fois qu'on voit le mécanisme, de choisir où on met son argent — et pourquoi.

---

## Le Brexit comme cas d'école

Le Royaume-Uni a quitté l'Union européenne. C'est le seul pays à l'avoir fait.

Ce n'est pas un hasard. Et ce n'est pas une question d'euroscpticisme culturel particulièrement fort — les sondages d'opinion sur l'Europe étaient comparables à ceux de nombreux pays membres. C'est une question d'architecture.

Le Royaume-Uni avait conservé deux verrous que la plupart des membres avaient abandonnés.

---

Le premier verrou : la livre sterling.

Quand l'euro a été créé, le Royaume-Uni a refusé d'y adhérer. Pas par sentiment, par calcul. Une monnaie commune signifie une politique monétaire commune — taux d'intérêt fixés à Francfort pour des économies qui ne sont pas synchronisées. Cela signifie aussi l'impossibilité d'ajuster le taux de change en cas de choc asymétrique.

Les économistes avaient des avis partagés. Le Trésor britannique avait cinq critères de convergence. Aucun n'était rempli. La décision a été prise de rester hors de la zone euro.

Ce choix a eu une conséquence que personne n'anticipait clairement à l'époque : il a rendu la sortie de l'Union possible sans passer par l'étape la plus traumatique — recréer une monnaie nationale, redénommer une dette colossale, gérer une fuite des capitaux immédiate et une dévaluation probable.

Le Royaume-Uni est sorti de l'UE. Il n'a pas eu à sortir de sa propre monnaie.

---

Le deuxième verrou : les frontières.

Le Royaume-Uni n'était pas dans l'espace Schengen. Il maintenait ses propres contrôles aux frontières — avec des infrastructures, du personnel, des procédures. Ces capacités n'avaient jamais été abandonnées.

La sortie de Schengen, pour un pays qui y est pleinement intégré, n'est pas un acte administratif. C'est la reconstruction d'une infrastructure de contrôle qui a été démantelée sur des décennies.

Le Royaume-Uni n'avait pas à la reconstruire. Elle existait encore.

---

La question se pose alors naturellement pour les autres. La France pourrait-elle en faire autant ?

En théorie, oui. L'Article 50 existe pour tous les membres. La France a le poids géopolitique — puissance nucléaire, siège permanent au Conseil de sécurité, économie du G7.

Mais la France est dans l'euro. C'est la différence structurelle avec le Royaume-Uni, et elle est décisive. Quitter l'Union européenne sans quitter la monnaie unique est une contradiction dans les termes. Et quitter l'euro, c'est recréer le franc, redénommer une dette publique colossale, faire face à une fuite des capitaux immédiate, gérer une dévaluation probable. L'exercice est possible. Il a un coût que personne ne chiffre honnêtement dans le débat public.

Ce que le Brexit enseigne n'est pas que la sortie est impossible. C'est qu'elle est d'autant plus coûteuse qu'on a laissé les barreaux se refermer. Le Royaume-Uni avait gardé le verrou principal desserré. La France ne l'a pas fait.

---

La cage se referme progressivement.

Chaque traité signé, chaque compétence transférée, chaque monnaie abandonnée rend la sortie un peu plus chère. Pas par accident. Par logique : une intégration irréversible est une intégration stable. C'est ce que ses architectes ont voulu — et obtenu.

Ce n'est pas un complot. C'est de la conception institutionnelle.

Maastricht a rendu la monnaie commune. Lisbonne a étendu les compétences supranationales. Chaque crise — financière, migratoire, sanitaire — a servi à justifier un transfert supplémentaire de souveraineté vers le niveau européen, au nom de l'efficacité.

Le résultat : vingt ans après l'introduction de l'euro, la question "*peut-on faire autrement ?*" est devenue techniquement plus difficile à répondre. Pas impossible. Plus coûteuse.

*Ils ont changé de cage intermédiaire. Pas l'architecture.*

---

La leçon n'est pas nostalgique. Elle n'est pas non plus une prescription politique.

La leçon est mécanique.

Quand vous abandonnez un verrou — une monnaie, une frontière, une compétence législative, un droit de veto — il est rare que vous puissiez le récupérer sans coût. Les systèmes qui ont résisté le plus longtemps sont ceux qui ont refusé d'abandonner les mécanismes de retrait, même quand personne ne pensait en avoir besoin.

Un verrou inutile ne coûte presque rien. Un verrou manquant, au moment où vous en avez besoin, peut coûter tout.

## La Grèce 2015 — Quand tous les verrous sont fermés

Le Brexit a une face cachée.

On l’analyse comme un succès — ou comme un désastre, selon les convictions. Mais ce qu’il démontre, avant tout, c’est qu’une sortie était possible parce que le Royaume-Uni avait conservé les mécanismes qui la rendaient possible.

La Grèce de 2015 démontre exactement l’inverse.

---

Le contexte est connu dans ses grandes lignes. Moins dans ses détails décisifs.

En janvier 2015, Alexis Tsipras remporte les élections à la tête de Syriza avec un mandat clair : renégocier les conditions de la dette grecque et mettre fin à l’austérité imposée par la troïka — Commission européenne, Banque centrale européenne, Fonds monétaire international. La Grèce est alors sous programme de sauvetage depuis 2010. Son PIB a chuté de 25%. Le chômage dépasse 25%, celui des jeunes 50%. Les pensions ont été taillées sept fois. Le système de santé s’est effondré.

Le nouveau gouvernement croit disposer d’un levier : la menace implicite d’un défaut souverain et d’une sortie de la zone euro — le Grexit.

Ce levier n’existait pas.

---

La différence avec le Royaume-Uni est précisément celle-ci.

Pour sortir de l'Union européenne, le Royaume-Uni avait besoin de récupérer sa souveraineté monétaire et ses frontières. Il les avait gardées. L'opération était douloureuse — quatre ans de négociations, une économie déstabilisée, une fracture politique profonde. Mais elle était techniquement possible dès le premier jour.

Pour sortir de la zone euro, la Grèce aurait dû recréer une monnaie nationale — la drachme. Redénommer une dette publique de 320 milliards d'euros. Recapitaliser des banques insolvables. Gérer une fuite immédiate des capitaux — déjà en cours pendant les négociations. Faire face à une dévaluation probable de 30 à 50% et à une inflation importée immédiate sur des produits essentiels, pétrole en tête.

L'infrastructure de contrôle des capitaux avait été abandonnée avec l'intégration européenne. Les billets de banque nationaux n'existaient plus. Les procédures légales de sortie n'avaient jamais été anticipées parce que l'intégration avait été conçue comme irréversible.

La Grèce n'avait pas de verrou de sortie.

Elle ne pouvait pas partir.

---

Le 5 juillet 2015, Tsipras convoque un référendum.

La question posée aux Grecs : acceptez-vous les conditions de remboursement imposées par les créanciers ?

61,3% répondent non — OXI.

C'est l'un des mandats populaires les plus clairs de l'histoire démocratique européenne récente. Plus des trois cinquièmes d'un pays qui vote, explicitement, contre un programme d'austérité imposé de l'extérieur.

Trois jours plus tard, Tsipras signe exactement ce que les Grecs avaient refusé. Un troisième plan de sauvetage encore plus contraignant que ce qui avait été soumis au vote. Privatisations accélérées, coupes supplémentaires, supervision renforcée de la troïka sur le budget national.

Le mandat populaire avait duré soixante-douze heures.

---

Pourquoi ?

La réponse courte est la suivante : la BCE avait commencé à restreindre les liquidités accordées aux banques grecques. Les banques étaient en train de tomber. Le gouvernement avait instauré un contrôle des capitaux d'urgence — les retraits aux distributeurs étaient limités à 60 euros par jour. L'économie, déjà à genoux, s'asphyxiait.

Sans monnaie propre, sans capacité de création monétaire d'urgence, sans filet de sécurité bancaire indépendant — le gouvernement grec n'avait aucun instrument pour résister à une pression financière que ses créanciers pouvaient maintenir indéfiniment.

Le vote du peuple grec était réel.

Le rapport de force, lui, était décisif.

---

Ce que cet épisode enseigne n'est pas que la démocratie est une illusion.

C'est que la démocratie formelle — le droit de vote, les élections libres, les référendums — ne suffit pas si les décisions qui comptent sont prises dans des espaces où le vote n'a pas accès.

La politique budgétaire grecque était déterminée à Francfort et à Bruxelles, par des institutions dont aucun membre n'avait été élu par les Grecs et dont aucun membre ne rendait compte aux Grecs. La BCE n'est pas un gouvernement. Elle n'est pas contrôlée par un parlement. Elle dispose pourtant d'un pouvoir direct sur la survie des économies nationales de la zone euro.

*Quis custodiet ipsos custodes* — mais posée autrement : qui élit ceux qui contrôlent la monnaie ?

---

La leçon n'est ni pro-européenne ni anti-européenne.

Elle est mécanique.

Tout transfert de souveraineté vers un niveau supranational sans contre-pouvoir démocratique équivalent crée un angle mort institutionnel. Un espace de décision réel qui échappe au contrôle des citoyens concernés. Pas par malveillance — par construction.

L'intégration européenne a été conçue, délibérément, comme un processus à sens unique. Les traités ne prévoient pas de marche arrière — pas sur la monnaie, pas sur les règles budgétaires, pas sur les compétences transférées. L'irréversibilité était une fonctionnalité, pas un bug. Elle devait rendre l'intégration stable en la rendant irréversible.

Elle a aussi rendu le désaccord impuissant.

---

La Grèce de 2015 et le Royaume-Uni de 2016 sont les deux faces d'une même réalité.

Le premier montre ce qu'on ne peut plus faire quand on a abandonné tous les verrous.

Le second montre ce qu'on peut encore faire quand on en a gardé quelques-uns — au prix d'un coût considérable.

Ensemble, ils posent une question que chaque pays intégré à un espace supranational devrait se poser régulièrement : quels sont les verrous que nous avons encore ? Lesquels avons-nous abandonnés ? Et quel serait le coût réel de les récupérer — si nous en avons un jour besoin ?

Ces questions ne sont pas des invitations à la sortie.

Ce sont des invitations à la lucidité.



# Que faire maintenant — Le plan concret

Ce livre a posé un diagnostic.

Les mécanismes existent. Les exemples historiques sont documentés. Les principes qui résistent — skin in the game, rotation, transparence, subsidiarité — sont identifiés.

Reste la question que tout lecteur qui a suivi jusque-là a le droit de poser.

*Concrètement — moi — maintenant — qu'est-ce que je fais ?*

---

## Deux niveaux qui ne se substituent pas

---

Il y a une confusion fréquente entre le changement structurel et le changement individuel.

Les partisans du changement structurel reprochent aux partisans du changement individuel de naïveté : changer ses habitudes de consommation, s'informer autrement, désendetter — rien de tout cela ne change les structures systémiques. Le système continuera de broyer jusqu'à ce que les règles changent.

Les partisans du changement individuel reprochent aux autres l'attentisme : attendre que le système change avant de changer soi-même, c'est ne jamais rien faire. Pendant que vous attendez la révolution, vous subissez.

Les deux ont tort — ou plutôt, les deux ont raison sur des niveaux différents qui ne s'annulent pas.

Le changement individuel ne remplace pas le changement structurel. Le changement structurel ne dispense pas du changement individuel.

Ce chapitre traite du premier niveau — ce que vous pouvez faire aujourd’hui, sans attendre que les institutions bougent. Non parce que c’est suffisant. Parce que c’est le préalable.

---

Les 4 niveaux d’action individuelle

Les 4 niveaux d’action individuelle

## Niveau 1 — Reprendre ses ressources

---

Tout part de là.

Un citoyen épuisé, endetté, privé de temps, noyé dans le flux d’information — ne peut pas exercer sa liberté. Même si tous les droits formels existent. La liberté réelle n’est pas seulement un droit. C’est une capacité — et la capacité demande des ressources.

**Le temps.** Identifier les activités qui consomment du temps sans rien apporter. Les réseaux sociaux en premier — leur conception est optimisée pour capturer des heures sans que vous le perceviez. Une règle simple : pas d’écran dans la première heure du matin. Ce moment appartient à votre cerveau avant qu’il appartienne aux algorithmes.

**La dette.** La dette est un mécanisme de fixation. Elle attache, structure les choix, réduit les marges de manœuvre. Le désendettement progressif — même lent, même partiel — restitue une liberté de comportement réelle. Refuser le crédit à la consommation est une décision politique, pas seulement financière.

**L’attention.** Choisir ses sources d’information plutôt que les subir. Désactiver les notifications. Lire des livres — pas des fils — sur les sujets qui comptent. La profondeur d’information d’un livre de 200 pages sur un sujet n’est pas comparable à 200 articles de presse sur le même sujet.

---

## Niveau 2 — Construire des résiliences

---

Les chapitres précédents les ont développées. En synthèse :

**Résilience financière.** Ne pas dépendre d'un seul actif, d'une seule source de revenus, d'une seule devise. Diversifier — pas nécessairement vers des actifs complexes, mais vers des actifs que vous comprenez et que vous contrôlez. Réduire l'exposition au système financier sans le quitter entièrement.

**Résilience alimentaire.** Produire une part de ce que vous mangez — même minime. Connaître des producteurs locaux. Maîtriser des techniques de conservation. L'autonomie alimentaire n'est pas de l'autarcie — c'est la réduction d'une dépendance structurelle à une chaîne d'approvisionnement que vous ne contrôlez pas.

**Résilience informationnelle.** Diversifier ses sources. Ne pas dépendre d'une plateforme unique pour s'informer. Privilégier les médias dont le modèle économique repose sur les abonnés, pas la publicité. Exercer son jugement critique sur chaque source — y compris celle-ci.

**Résilience numérique.** Réduire progressivement la dépendance aux plateformes dont les intérêts divergent des vôtres. Utiliser des alternatives pour les usages qui comptent.

---

## Niveau 3 — Transmettre

---

La révolte silencieuse n'est pas un projet individuel.

Elle ne l'est pas parce qu'elle est romantique de dire ça. Elle ne l'est pas parce qu'une ficelle vue par une seule personne ne change rien au système qui la tire — mais une ficelle vue par dix mille personnes commence à coûter quelque chose à ceux qui s'en servent.

Transmettre, c'est d'abord parler. Pas convertir — parler. Mentionner un livre. Partager un article de fond plutôt qu'une indignation de vingt secondes. Répondre à une question sur l'économie, la santé, la géopolitique avec la complexité qu'elle mérite plutôt qu'avec le résumé du dernier journal télévisé.

C'est donner à lire à des enfants qui en ont l'âge — pas de la propagande, des outils de pensée. Apprendre à distinguer un fait d'une opinion. Apprendre à identifier la source d'une information avant de la croire. Apprendre que "tout le monde le dit" n'est pas un argument.

C'est aussi soutenir financièrement les médias indépendants qu'on veut voir survivre. Un abonnement à Mediapart ou au Monde Diplomatique est un vote économique pour un modèle de presse qui ne dépend pas des annonceurs.

---

## Niveau 4 — S'organiser

---

Le saut entre l'individu et la structure institutionnelle est trop grand pour être franchi seul.

Les corps intermédiaires — Tocqueville les avait identifiés comme le contrepoids du despotisme doux — sont le maillon manquant. Syndicats, associations, coopératives, conseils de quartier actifs, mutuelles citoyennes : toutes les formes d'organisation qui donnent une pratique du contre-pouvoir avant qu'on en ait besoin au niveau national.

S'organiser n'est pas nécessairement une activité politique au sens partisan du terme. C'est une pratique — apprendre à décider collectivement, à délibérer, à gérer des ressources communes, à tenir compte d'intérêts divergents sans les écraser.

Cette pratique ne s'improvise pas. Elle s'apprend. Et elle s'apprend localement, dans les structures où les enjeux sont à taille humaine — avant d'être nécessaire à une échelle plus grande.

---

## Ce que ce livre ne dit pas

---

Ce livre ne vous dit pas pour qui voter.

Pas parce que ça n'a pas d'importance. Mais parce que la réponse à cette question dépend de votre contexte, de vos priorités, de votre évaluation des candidats disponibles — et parce qu'aucun livre ne peut faire ce travail à votre place.

Ce qu'il dit, c'est ceci : évaluez les candidats non pas sur leurs promesses, mais sur leur rapport au pouvoir. Ceux qui défendent la limitation des mandats, la transparence financière, le RIC, la subsidiarité — pas en théorie, mais dans leurs votes et leurs comportements concrets — méritent votre attention indépendamment de leur étiquette.

Les structures comptent plus que les hommes.

Un bon homme dans un mauvais système produit des mauvaises décisions. Un système avec de bons mécanismes de contrôle produit des comportements corrects indépendamment de la qualité des hommes qui le font tourner.

C'est le cœur de tout ce qui précède.

---

## La mesure du progrès

---

Contrairement à un régime alimentaire ou à un programme d'entraînement, il n'y a pas d'indicateur simple pour mesurer votre progression dans ce travail.

Quelques signaux informels, pourtant.

Vous êtes moins réactif aux urgences fabriquées — les scandales du jour qui disparaissent le lendemain sans laisser de trace vous retiennent moins.

Vous vous souvenez de ce que vous saviez il y a six mois — votre mémoire politique s’allonge au-delà du cycle d’information immédiat.

Vous posez des questions sur les sources et les intérêts avant de partager une information.

Vous avez des marges — financières, temporelles, alimentaires — qui vous donnent la liberté de vous permettre de refuser.

Vous participez à quelque chose de collectif qui dépasse votre seul intérêt immédiat.

---

Pas de conclusion triomphale ici.

Juste un rappel de ce qui est vrai.

Les sociétés qui ont construit les mécanismes qui résistent ne l’ont pas fait dans le calme. Elles l’ont fait après des crises — quand le statu quo était devenu insupportable et que la reconstruction était encore possible.

Ces moments existent. Ils se ferment vite.

Les reconnaître. Savoir quoi faire quand ils arrivent.

C’est peut-être la compétence la plus rare — et la plus utile.

---

## Le dernier verrou

Il n'existe pas de système parfait.

C'est la première chose à admettre, et la plus difficile. Parce que nous cherchons des solutions définitives à des problèmes humains. Et les problèmes humains ne sont jamais définitifs.

Ce livre ne vous propose pas d'utopie. Il ne vous propose pas non plus le désespoir, qui est la forme la plus confortable de la capitulation.

Il vous propose quelque chose de plus modeste et de plus exigeant à la fois : lucidité.

---

Voici ce que nous savons.

Le cadre institutionnel construit après 1945 était une réponse légitime à une catastrophe réelle. Deux guerres mondiales en trente ans. Soixante millions de morts. La conclusion s'imposait : les États nationaux, livrés à eux-mêmes, étaient dangereux. Il fallait un arbitre supranational.

L'intention était juste.

Le problème n'était pas dans l'intention. Il était dans la structure.

Une autorité sans contre-pouvoir finit toujours par se capturer elle-même. Ce n'est pas une théorie. C'est une constante historique, documentée depuis Athènes jusqu'à Bruxelles. Donner du pouvoir à des hommes sans les contraindre à en rendre compte, c'est ne pas leur donner du pouvoir : c'est leur donner de l'immunité. Et l'immunité produit, à terme, le même résultat partout.

Pas toujours la malveillance. Parfois simplement l'aveuglement progressif.

Le gardien qui cesse d'être jugeable cesse de se juger.

---

Voici ce que nous ne savons pas.

Nous ne savons pas si les mécanismes proposés dans ce livre suffiraient. Le skin in the game peut être contourné — les riches trouvent toujours le moyen de transférer leur risque vers d'autres. La rotation peut être cosmétique si les remplaçants sont choisis dans le même réseau. La transparence financière peut devenir un théâtre si personne ne lit les rapports.

Je le sais.

Ce que je sais aussi, c'est que sans ces mécanismes, la dérive est certaine. Avec eux, elle est seulement probable. C'est une différence faible. Ce n'est pas une différence nulle.

On n'empêche pas la corruption totalement. On la rend coûteuse. On rend la trahison risquée. On fait en sorte que le gardien soit, lui aussi, gardé.

C'est tout ce qu'on peut faire.

C'est déjà énorme.

---

La question qui reste.

Ce livre s'appelait *Le dernier verrou* parce que c'est ce dont il s'agit en réalité. Non pas le premier verrou — la constitution, les lois, les traités. Ces verrous existent. Ils ont été construits avec soin, avec intelligence, parfois avec courage.

Le dernier verrou, c'est vous.

Pas dans le sens romantique du terme. Pas le citoyen héroïque qui descend dans la rue et change l'histoire. Cette image est belle. Elle est aussi, la plupart du temps, fausse.

Le dernier verrou, c'est la lucidité. C'est le fait de savoir ce que vous regardez quand vous regardez une institution. De savoir distinguer la légitimité de l'autorité. De comprendre que "élu" et "légitime" ne sont pas synonymes, et que "non élu" et "illégitime" ne le sont pas non plus.

C'est la capacité de voir le cadre — pas seulement ce qui se passe à l'intérieur du cadre.

*Le Métier de Berger* vous a donné les outils pour voir comment l'opinion est fabriquée. *L'angle mort* vous a montré ce que le cadre géopolitique cache. Ce livre vous a montré pourquoi le cadre se referme toujours — et quels mécanismes ont, parfois, ralenti cette fermeture.

Ce que vous en faites ne dépend plus de ces pages.

---

Une dernière chose.

Les sociétés qui ont construit les mécanismes qui résistent ne l'ont pas fait dans le calme et la prospérité. Elles l'ont fait après des crises — des crises suffisamment graves pour rendre le statu quo insupportable, et suffisamment limitées pour que la reconstruction soit encore possible.

L'Islande en 2008. La Suisse après les guerres de religion du XVIIe siècle. Rome républicaine après l'expulsion des rois.

Ces moments existent. Ils sont rares. Ils se ferment vite.

Reconnaître un de ces moments quand il se présente — et savoir quoi en faire — c'est peut-être la compétence la plus rare et la plus précieuse qu'une société puisse cultiver.

Il n'y a pas de recette miracle dans ces pages.

Ce que j'applique moi-même tient en peu de choses. Quelques règles simples pour éviter de me faire manipuler. Une gestion financière qui réduit la dépendance. Un potager qui réduit la vulnérabilité. Et l'écriture — ces livres qui ne sont pas des chefs-d'œuvre littéraires, qui ne prétendent pas l'être.

Ces livres n'ont qu'un seul intérêt : centraliser le maximum de pistes de réflexion. Les rassembler dans un même endroit pour vous éviter d'avoir à les chercher seul, dispersées, noyées dans le flux. Ils ne sont pas exhaustifs. Ils ne peuvent pas l'être. Ils sont une carte, pas le territoire.

Si un chapitre vous a fait penser différemment à une seule chose — une institution, un mécanisme, une évidence qu'on ne vous avait jamais invité à questionner — alors ils ont rempli leur rôle.

Pas vous libérer. Vous donner la chance, un jour, de choisir de l'être.

---

Une ficelle vue ne manipule plus.

Un verrou compris ne se referme pas en silence.

# Bibliographie

Les sources citées ou utilisées dans ce livre sont disponibles publiquement. Aucune n'est confidentielle. Aucune ne requiert un accès privilégié.

---

## Sur le contrôle du pouvoir et les contre-pouvoirs

---

**Montesquieu** — *De l'Esprit des lois* (1748). La théorie classique de la séparation des pouvoirs. Toujours le point de départ obligatoire.

**Tocqueville, Alexis de** — *De la démocratie en Amérique* (1835-1840). Sur les risques de la tyrannie de la majorité et les conditions de la liberté durable.

**Madison, James** — *Federalist Papers n°51* (1788). Le texte fondateur sur les freins et contrepoids : “*Si les hommes étaient des anges, aucun gouvernement ne serait nécessaire.*”

**Acton, Lord** — Lettre à l'évêque Creighton (1887). La formule complète : “*Le pouvoir corrompt. Le pouvoir absolu corrompt absolument.*”

---

## Sur la responsabilité et le skin in the game

---

**Taleb, Nassim Nicholas** — *Skin in the Game: Hidden Asymmetries in Daily Life* (2018, Random House). Le cadre théorique le plus rigoureux sur l'asymétrie entre décideurs et conséquences. Indispensable.

**Taleb, Nassim Nicholas** — *Antifragile: Things That Gain from Disorder* (2012, Random House). Sur les systèmes qui se renforcent sous la pression — et ceux qui s'effondrent faute de contre-pression.

---

## Sur les exemples historiques

---

**Polybe** — *Histoires* (IIe siècle av. J.-C.). L'analyse grecque de la constitution romaine républicaine — la première théorie des freins et contrepoids institutionnels.

**Livy (Tite-Live)** — *Ab Urbe Condita*. Les récits fondateurs de la Rome républicaine, dont l'épisode de Cincinnatus.

**Machiavel, Nicolas** — *Discours sur la première décade de Tite-Live* (1531). L'analyse politique de la République romaine par le penseur qui a compris que les institutions valent par leur mécanique, pas par la vertu de ceux qui les font tourner.

---

## Sur l'épuisement organisé et le temps confisqué

---

**Russell, Bertrand** — *In Praise of Idleness* (1932, Harper's Magazine ; recueil 1935). Le calcul fondateur : quatre heures de travail par jour suffiraient à maintenir le niveau de vie — si les gains de productivité étaient redistribués équitablement. Écrit il y a cent ans. Toujours aussi dérangeant.

**Graeber, David** — *Bullshit Jobs: A Theory* (2018, Simon & Schuster). Enquête sur la prolifération d'emplois sans utilité productive réelle. La thèse : un peuple qui travaille inutilement est un peuple qui n'a pas le temps de se demander pourquoi.

---

## Sur la micro-taxe et la finance mondiale

---

**Tobin, James** — “*A Proposal for International Monetary Reform*” (1978, Eastern Economic Journal). La proposition originale d'une taxe sur les transactions de change pour réduire la spéculation déstabilisatrice. Prix Nobel d'économie 1981.

**Zucman, Gabriel** — *La Richesse cachée des nations : Enquête sur les paradis fiscaux* (2013, Seuil). Première quantification rigoureuse de l'évasion fiscale mondiale. Méthodologie disponible publiquement.

**Attac** — Association pour la Taxation des Transactions financières et l'Aide aux Citoyens. Publications disponibles sur [attac.org](http://attac.org). Le mouvement qui a popularisé la taxe Tobin en y ajoutant une dimension redistributive.

---

## Sur la résilience alimentaire et la permaculture

---

**Mollison, Bill & Holmgren, David** — *Permaculture One* (1978, Transworld). Le texte fondateur. La méthode de conception de systèmes humains durables inspirée des écosystèmes naturels.

**Holmgren, David** — *Permaculture: Principles and Pathways Beyond Sustainability* (2002, Holmgren Design Services). Le développement complet des principes — le livre de référence pour comprendre la logique systémique derrière la méthode.

---

## Sur la démocratie directe et les référendums

---

**Kriesi, Hanspeter & Trechsel, Alexander H.** — *The Politics of Switzerland* (2008, Cambridge University Press). L'analyse la plus complète du système politique helvétique.

**Altman, David** — *Direct Democracy Worldwide* (2011, Cambridge University Press). Comparaison des systèmes de démocratie directe à l'échelle internationale.

---

## Sur l'Islande 2008

---

**Sigurjonsson, Frosti** — *Monetary Reform — A Better Monetary System for Iceland* (2015, rapport commandé par le Premier ministre islandais). Le diagnostic de la crise bancaire islandaise et les propositions de réforme.

**Wade, Robert Hunter & Sigurgeirsdottir, Silla** — “Iceland’s meltdown” in *Challenge*, 2011. L’analyse économique de la crise et de la réponse islandaise.

---

## Sur la transparence et la corruption

---

**Transparency International** — Indice de perception de la corruption, publications annuelles. Disponible sur [transparency.org](http://transparency.org).

**Rothstein, Bo** — *The Quality of Government: Corruption, Social Trust, and Inequality in International Comparative Perspective* (2011, University of Chicago Press). Sur les liens entre transparence institutionnelle, confiance sociale et qualité de la gouvernance.

---

## Sur la capture institutionnelle

---

**Stigler, George J.** — “The Theory of Economic Regulation” in *Bell Journal of Economics*, 1971. L’article fondateur sur la capture réglementaire — comment les institutions de contrôle finissent par servir les intérêts qu’elles sont censées réguler.

**Acemoglu, Daron & Robinson, James A.** — *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty* (2012, Crown Publishers). Sur les institutions extractives vs inclusives et les mécanismes de capture du pouvoir politique et économique.

---

## Sur l'oligarchie financière et la propriété universelle

---

**Azar, José, Schmalz, Martin C. & Tecu, Isabel** — “*Anti-Competitive Effects of Common Ownership*” in *Journal of Finance*, 2018 ; 73(4): 1513-1565. La démonstration empirique que la propriété commune par les grands fonds indiciels réduit la concurrence et augmente les prix dans le secteur aérien américain. L'article qui a ouvert le débat académique sur le sujet.

**Coates, John C.** — “*The Problem of Twelve: When a Few Financial Institutions Hold Outsized Power*” (2018, Harvard Law School). Sur la concentration du pouvoir de vote dans les assemblées générales mondiales entre les mains d'un petit nombre de gestionnaires d'actifs.

**Fichtner, Jan, Heemskerk, Eelke M. & Garcia-Bernardo, Javier** — “*Hidden power of the Big Three? Passive index funds, re-concentration of corporate ownership, and new financial risk*” in *Business and Politics*, 2017 ; 19(2):298-326. La cartographie la plus complète de la propriété croisée de BlackRock, Vanguard et State Street sur les entreprises mondiales.

**Braun, Benjamin** — “*Asset Manager Capitalism as a Corporate Governance Regime*” in *The American Political Economy*, 2022 (Cambridge University Press). Sur les implications politiques de la montée en puissance des gestionnaires d'actifs comme acteurs de gouvernance mondiale.

**Fink, Larry** — Lettres annuelles aux PDG, 2012-2024. Disponibles sur [blackrock.com/corporate/investor-relations/larry-fink-ceo-letter](https://blackrock.com/corporate/investor-relations/larry-fink-ceo-letter). Sources primaires sur les priorités fixées par BlackRock à l'économie mondiale.

**Chouinard, Yvon** — *Let My People Go Surfing: The Education of a Reluctant Businessman* (2005, Penguin Press ; édition augmentée 2016). La philosophie d'entreprise qui a mené au transfert de Patagonia à une fondation environnementale en 2022 — le cas d'école du verrou de propriété délibéré.

**Chouinard, Yvon** — “*Earth is now our only shareholder*” (2022, lettre publique de transfert de Patagonia). Disponible sur [patagonia.com](http://patagonia.com). Document primaire sur la structure fiduciaire choisie pour rendre le rachat structurellement impossible.

**Erdal, David** — *Beyond the Corporation: Humanity Working* (2011, Boddley Head). Sur les coopératives de travailleurs — Mondragon, John Lewis, Scott Bader — comme modèles alternatifs à la propriété actionnariale classique. Données comparatives sur la productivité, la résilience et la satisfaction des employés.

**Kelly, Marjorie** — *Owning Our Future: The Emerging Ownership Revolution* (2012, Berrett-Koehler). Sur les structures de propriété alternatives — coopératives, fondations, trusts communautaires — comme mécanismes de “verrou de propriété” contre la financiarisation.

**Segrestin, Blanche & Hatchuel, Armand** — *Refonder l'entreprise* (2012, Seuil). Les fondements académiques français de la société à mission — dont les travaux ont directement inspiré la loi PACTE de 2019 instaurant ce statut en France.

---

## Sur la porte tournante et la capture réglementaire concrète

---

**Corporate Europe Observatory** — Rapports annuels sur les conflits d'intérêts dans les institutions européennes. Disponibles sur [corporateeurope.org](http://corporateeurope.org). Enquêtes documentées sur l'EFSA, l'EMA, la Commission européenne.

**Revolving Door Project** — Base de données et rapports sur les trajectoires entre secteur public et secteur privé aux États-Unis. revolvingdoor-project.org.

**Braithwaite, John** — *Corporate Crime in the Pharmaceutical Industry* (1984, Routledge). L'analyse de référence sur les mécanismes par lesquels l'industrie pharmaceutique influence les régulateurs chargés de la surveiller.

**Light, Donald W. & Lexchin, Joel R.** — “*Pharmaceutical research and development: what do we get for all that money?*” *BMJ*, 2012 ; 344:e4348. Sur l'asymétrie entre investissement public dans la recherche et capture privée des résultats.

**Sénat français** — *Rapport d'information sur les conflits d'intérêts* (2011). Premier cadrage institutionnel français du problème de la porte tournante entre fonction publique et secteur privé.

---

## Sur la Grèce 2015 et les contraintes de la zone euro

---

**Varoufakis, Yanis** — *Adults in the Room: My Battle with Europe's Deep Establishment* (2017, Farrar, Straus and Giroux). Le récit de l'intérieur des négociations entre le gouvernement Tsipras et la troïka — par le ministre des Finances grec de l'époque. Source primaire indispensable.

**Varoufakis, Yanis** — *And the Weak Suffer What They Must? Europe, Austerity and the Threat to Global Stability* (2016, Bold Type Books). Le contexte long de la crise de la zone euro, de Bretton Woods à la capitulation grecque.

**Tooze, Adam** — *Crashed: How a Decade of Financial Crises Changed the World* (2018, Viking). L'analyse historique la plus complète de la crise financière de 2008 et de ses conséquences européennes — dont la Grèce.

**Streeck, Wolfgang** — *Buying Time: The Delayed Crisis of Democratic Capitalism* (2014, Verso). Sur la tension fondamentale entre démocratie et marchés financiers — le cadre théorique qui explique pourquoi le référendum OXI n’a pas produit l’effet attendu.

**Lapavitsas, Costas** — *Crisis in the Eurozone* (2012, Verso). L’analyse structurelle des contradictions de la monnaie unique — écrite avant la crise grecque, mais qui en prédit les mécanismes avec précision.

---

## Sur la démocratie numérique et Taiwan

---

**Tang, Audrey** — *Plurality: The Future of Collaborative Technology and Democracy* (2024, disponible en open source sur [plurality.net](https://plurality.net)). La vision complète d’une démocratie numérique délibérative — par la ministre du Numérique de Taiwan qui a conçu vTaiwan.

**g0v (gov zero)** — Collectif de hackers civiques taiwanais à l’origine de vTaiwan et de nombreux outils de gouvernance ouverte. Documentation disponible sur [g0v.tw](https://g0v.tw) et [github.com/g0v](https://github.com/g0v).

**Wang, C.J., Ng, C.Y. & Brook, R.H.** — “Response to COVID-19 in Taiwan: Big Data Analytics, New Technology, and Proactive Testing” in *JAMA*, 2020 ; 323(14):1341-1342. L’analyse de la réponse taiwanaise — dont la composante informationnelle.

**OECD** — *Innovative Citizen Participation and New Democratic Institutions: Catching the Deliberative Wave* (2020, OECD Publishing). Panorama mondial des expériences de délibération citoyenne — incluant les outils numériques et vTaiwan.

**Pol.is** — Outil open source de cartographie de l’opinion utilisé dans vTaiwan. Code source disponible sur [github.com/compdemocracy/pol.is](https://github.com/compdemocracy/pol.is). Documentation sur [pol.is](https://pol.is).

---

*Toutes les sources citées dans ce livre sont accessibles au public. La plupart sont disponibles en bibliothèque. Certaines sont en ligne gratuitement. Ce qui manque dans le débat public ne manque pas dans les bibliothèques.*